

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Documents sur le V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste : Discours de clôture de G. Zinoviev sur le Rapport de l'Exécutif (Suite). — La question agraire en France (J. Castel). — La plan des Experts du prolétariat (Parti communiste allemand). — La crise du fascisme (Ruggiero).

Grieco. — M. Dawes et son plan (George Harrison). — Mayence (R. Albert). — Lénine, membre du P. C. R. (I. Lasjan). — Le pacifisme anglais et l'aversion des Anglais pour la théorie (N. Lénine). — La Russie des Soviets.

## Documents sur le 5<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste

### Discours de clôture de G. Zinoviev sur le rapport de l'Exécutif (26 juin 1924)

(Suite)

#### La tactique du front unique et le gouvernement ouvrier

Voici ce que le IV<sup>e</sup> Congrès a dit :

L'application de la tactique du front unique signifie que l'avant-garde communiste marche à la tête de la lutte journalière des masses pour les intérêts les plus immédiats. Pour cette lutte, les communistes sont prêts même à entrer en pourparlers avec les traîtres que sont les chefs social-démocrates et amsterdamiens. La tentative de la 2<sup>e</sup> Internationale d'interpréter le front unique comme une fusion de tous les « partis ouvriers » doit être résolument écartée. La tentative d'absorber, sous prétexte de front unique, les organisations ouvrières plus à gauche (fusion des social-démocrates et des indépendants en Allemagne) signifie que les chefs social-démocrates cherchent à livrer à la bourgeoisie de nouvelles masses ouvrières.

L'existence de Partis communistes indépendants et leur complète liberté d'action envers la bourgeoisie et la social-démocratie contre-révolutionnaire représentent une conquête importante du prolétariat, à laquelle les communistes ne renonceront jamais. Seuls les Partis communistes défendent les intérêts de tout le prolétariat.

De même, la tactique du front unique ne consiste pas en des « combinaisons électorales » entre chefs poursuivant tel ou tel but parlementaire.

La tactique du front unique n'est pas autre chose que la proposition faite par les communistes de lutter en commun avec eux à tous les ouvriers appartenant aux autres partis ou groupes ou sans-

parti, pour la défense des intérêts élémentaires et vitaux de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Toute action pour la plus légère revendication est une source d'éducation révolutionnaire, car l'expérience du combat convaincra les travailleurs de la nécessité de la révolution et leur montrera la signification du communisme.

Il importe, dans l'application de la tactique du front unique, de viser non seulement à l'agitation, mais aussi à l'organisation. (Remarquez-le : agitation et organisation, rien de plus.) Il faut utiliser toute occasion pour créer des organisations qui puissent servir de points d'appui parmi les masses ouvrières (Comités de fabriques ou d'usines, Commissions de contrôle formées d'ouvriers de tous partis ou sans-parti, Comités d'action, etc.).

L'objectif principal de la tactique du front unique est d'unir, par l'agitation et l'organisation, les masses ouvrières. Cette tactique ne peut être véritablement menée que par en bas, parmi les grandes masses ouvrières ; les communistes doivent aussi parfois négocier avec les chefs des partis ouvriers ennemis, mais les masses doivent toujours être au courant de ces pourparlers. Même au cours des négociations, l'indépendance du Parti communiste et de sa propagande ne peut être limitée. Il est clair que la tactique du front unique doit être appliquée diversement selon les pays et conformément aux conditions concrètes. Mais lorsque, dans un grand pays capitaliste, les conditions objectives sont déjà mûres pour la révolution socialiste et que les partis social-démocrates, dirigés par les chefs contre-révolutionnaires, veulent sciemment diviser la classe ouvrière, la tactique du front unique aura une signification décisive pour toute une époque.

Tout cela reste juste encore maintenant.

Dans la résolution sur le gouvernement ouvrier, nous lisons :

« En tant que mot d'ordre d'agitation, le gouvernement ouvrier (au ouvrier et paysan) peut être appliqué presque partout. Mais en tant que mot d'ordre politique d'actualité, le gouvernement ouvrier a surtout de l'importance là où la société bourgeoise est particulièrement instable, où la corrélation des forces entre les ouvriers et la bourgeoisie met à l'ordre du jour la question du gouvernement comme nécessité pratique. Là, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est le corollaire de toute la tactique du front unique. Les partis des Internationales 2 et 2 1/2 veulent sauver la situation dans ces pays en préconisant et en réalisant la coalition de la bourgeoisie avec les social-démocrates. La tentative récente de certains partis de la 2<sup>e</sup> Internationale (en Allemagne, par exemple), repoussant la participation à un gouvernement de coalition, mais la pratiquant sous une forme voilée, n'est pas autre chose qu'une manœuvre pour apaiser les masses, une ruse pour duper les ouvriers. A la coalition déclarée ou masquée des social-démocrates avec la bourgeoisie, les communistes opposent le front unique de tous les travailleurs et la coalition de tous les partis ouvriers sur le terrain économique et politique pour la lutte contre le pouvoir bourgeois et pour son renversement final. La lutte concertée de tous les ouvriers contre la bourgeoisie fera passer l'Etat aux mains d'un gouvernement ouvrier, affermissant la domination et les positions de la classe ouvrière.

« Les objectifs élémentaires du gouvernement ouvrier consistent à armer le prolétariat, à désarmer les organisations contre-révolutionnaires bourgeoises, à décréter le contrôle de la production, à faire peser le poids des impôts sur les classes possédantes et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. »

### Le gouvernement ouvrier doit naître dans la lutte

Un tel gouvernement ouvrier n'est possible que s'il naît de la lutte des masses et s'appuie sur des organes ouvriers combattifs, constitués directement par les masses opprimées. Mais même un gouvernement ouvrier, issu d'une combinaison de forces parlementaires, c'est-à-dire un gouvernement de provenance purement parlementaire, peut contribuer à aviver le mouvement ouvrier. Par exemple, maintenant, le gouvernement Mac Donald.

Il va de soi que la création d'un véritable gouvernement ouvrier et son maintien sur le terrain de la politique révolutionnaire ne seront possibles que dans une lutte acharnée ou même dans la guerre civile. La seule tentative du prolétariat de créer un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à une grande résistance de la bourgeoisie. C'est pourquoi le mot d'ordre du gouvernement ouvrier peut unir les prolétaires et déclencher la lutte révolutionnaire.

Dans certains cas, les communistes doivent être prêts à former un gouvernement ouvrier auquel participent des partis ouvriers et des organisations ouvrières non-communistes. Mais ils ne peuvent le faire que s'il existe des garanties que ce gouvernement ouvrier luttera contre la bourgeoisie dans l'esprit indiqué plus haut. C'est pourquoi les conditions de la participation des communistes à un tel gouvernement sont les suivantes :

1<sup>o</sup> L'assentiment de l'Internationale Communiste ;

2<sup>o</sup> Le contrôle le plus strict du Parti sur les communistes participant à ce gouvernement ;

3<sup>o</sup> Leur contact étroit avec les organisations révolutionnaires des masses ;

4<sup>o</sup> La liberté complète d'agitation du Parti communiste.

Avec tous ses avantages, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, de même que toute la tactique du front unique, comporte certains dangers. Pour les éviter, les partis ne doivent pas oublier ceci :

Chaque gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, mais tout gouvernement ouvrier n'est pas nécessairement un gouvernement prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire du pouvoir du prolétariat.

L'Internationale communiste doit considérer les éventualités suivantes :

1<sup>o</sup> Un gouvernement ouvrier libéral. Ce gouvernement a existé en Australie, il peut apparaître, dans un avenir rapproché, en Angleterre ;

2<sup>o</sup> Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne) ;

3<sup>o</sup> Un gouvernement ouvrier et paysan. Il est possible dans les Balkans, en Tchéco-Slovaquie, etc., etc. ;

4<sup>o</sup> Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes ;

5<sup>o</sup> Un véritable gouvernement ouvrier, prolétarien, qui ne peut être réalisé dans sa forme intégrale que par le Parti communiste.

Les deux premiers types ne sont pas, en réalité, des gouvernements ouvriers, mais des coalitions masquées entre la bourgeoisie et les chefs ouvriers contre-révolutionnaires. De tels « gouvernements ouvriers » sont tolérés aux moments critiques par la bourgeoisie affaiblie, pour induire le prolétariat en arrear sur le véritable caractère social de l'Etat, ou même pour repousser, avec l'aide des chefs ouvriers achetés, l'offensive révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps. Les communistes ne peuvent y participer. Ils doivent au contraire dévoiler impitoyablement aux masses le vrai caractère de ces gouvernements pseudo-ouvriers. Dans la période actuelle de décadence du capitalisme, lorsque la tâche principale est d'attirer la majorité du prolétariat dans les rangs de ceux qui combattent pour la révolution prolétarienne, ces gouvernements peuvent aussi accélérer objectivement la désagrégation du pouvoir bourgeois.

### Seule la dictature assure l'émancipation des ouvriers

Les communistes sont prêts à marcher avec ceux des ouvriers qui n'ont pas encore compris la nécessité de la dictature du prolétariat, avec les ouvriers social-démocrates, chrétiens-sociaux, sans-parti, syndicalistes, etc... Ils sont prêts, par conséquent, à soutenir, dans certaines conditions, et sous certaines garanties, un gouvernement ouvrier non communiste. Mais ils doivent déclarer ouvertement aux ouvriers, en toute circonstance, que, seule, la dictature du prolétariat assure l'émancipation véritable de la classe ouvrière. Les deux types suivants de gouvernement ouvrier (3 et 4), auxquels les communistes peuvent participer, ne sont pas encore la dictature du prolétariat ; ils ne sont même pas une forme transitoire historiquement indispensable, mais ils peuvent devenir un point de départ important pour la conquête de celle-ci. Seul, le gouvernement ouvrier communiste (5<sup>e</sup> type) est la véritable dictature du prolétariat.

Je vous le demande maintenant : quel est le

parti ouvrier qui, à part le Parti communiste, peut résoudre cette tâche élémentaire : désarmer la bourgeoisie, armer le prolétariat, faire retomber le poids des impôts sur les riches et briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ? Seul, un vrai gouvernement révolutionnaire, dirigé seulement par le Parti communiste, en est capable. Quel est le sens de ce qui vient d'être cité ? Nous avons dit à l'ouvrier social-démocrate : tu es pour le gouvernement de coalition ; tu as encore foi dans la coalition, tu crois que les communistes sont contre l'unité. Non, nous ne sommes pas contre l'unité, nous sommes pour l'unité avec toi, nous entrerons même dans un gouvernement de coalition de tous les partis ouvriers, mais à une condition : c'est qu'il réalise certaines revendications élémentaires : désarmer la bourgeoisie, armer les ouvriers, etc. En d'autres termes, nous sommes contre la coalition avec les social-démocrates et avec les partis « ouvriers » qui, en réalité, ne sont pas des partis ouvriers. Mais, comme tu ne le comprends pas, comme tu nous accuses de ne pas vouloir réaliser le front unique, nous te donnons une formule qui t'ouvrira les yeux. Oui, nous sommes pour un gouvernement de coalition qui désarmerait la bourgeoisie, armerait les ouvriers, etc.

Pour chaque communiste, le sens de cette formule est clair : nous sommes contre un gouvernement de coalition des partis « ouvriers », qui ne peuvent pas réaliser ce programme.

Pourquoi avons-nous exprimé notre pensée de cette façon ? Certains camarades m'ont critiqué d'avoir traduit l'expression de « dictature du prolétariat » du latin en russe. Il s'ensuivrait que je n'ai été qu'un simple traducteur. Non, ce que j'ai voulu, c'est traduire cette notion en une langue populaire, révolutionnaire, intelligible pour tous, afin que nous ne soyons pas une secte, mais un parti de masses. Lisez ce qu'a écrit Lénine dans le *Renégat Kautsky*, sur les événements de 1918 en Allemagne : « Il n'y a plus besoin d'écrire là-dessus, les événements eux-mêmes ont montré que le terme latin de dictature du prolétariat est traduit dans la langue de la Révolution. »

Il ne s'agit pas seulement de populariser un mot d'ordre ; comme parti de masses, nous devons incarner nos mots d'ordre, en faire des réalités, et voilà ce que signifie traduire des mots latins dans la langue de la Révolution. Autrement, nous serons des marxistes de 1947, des marxistes du *Manifeste Communiste*, et non pas des marxistes de 1924.

Nous avons traversé une époque où les social-démocrates étaient encore en majorité, où on nous accusait de porter la scission dans le mouvement ouvrier, où toute notre stratégie consistait à montrer sur des exemples, aux ouvriers social-démocrates, de quoi il s'agissait.

Nous sommes pour l'unité avec toi, nous sommes prêts à former une coalition de tous les partis ouvriers, même avec les chefs social-démocrates ; mais qu'ils consentent à faire ce qui l'est nécessaire, à toi, ouvrier social-démocrate, c'est-à-dire désarmer la bourgeoisie, armer les ouvriers, etc. Le veulent-ils ? Rends-t'en compte toi-même. S'ils ne le veulent pas, eh bien ! viens avec nous, faisons l'unité par en bas, en dépit des chefs social-démocrates. En d'autres termes, nous ne disons pas à l'ouvrier social-démocrate : « Nous sommes contre la coalition avec les autres partis « ouvriers » parce que leurs chefs sont contre-révolutionnaires », mais nous lui disons : « Nous irons dans la coalition si tes chefs social-démocrates

acceptent nos conditions élémentaires (qui, nous le savons fort bien, sont pour eux inacceptables).

Ce matin, j'ai dû faire un travail fort pénible : relire le discours que j'ai prononcé au 4<sup>e</sup> Congrès, occupation ennuyeuse s'il en fut. Peut-être ne vous est-il pas agréable non plus de l'entendre à nouveau, mais je dois tout de même vous en citer d'assez longs extraits, afin de dissiper la légende de la révision de notre tactique.

Voici ce que j'ai dit :

« Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier n'est pas suffisamment éclairci. La tactique du front unique est applicable presque partout. Il est difficile de trouver un pays ayant un prolétariat nombreux où la tactique du front unique soit déplacée. Elle est également applicable en Amérique, en Bulgarie, en Italie et en Allemagne. Dans les conditions actuelles, elle a une signification presque universelle. Mais il n'en est pas de même du mot d'ordre du gouvernement ouvrier. En aucun cas, il ne peut avoir un caractère aussi universel. Il n'a qu'une signification limitée. Il ne peut être avancé que dans des pays où le problème du pouvoir est au premier plan, au Parlement et hors du Parlement. Ainsi, en Amérique, on peut mener en ce moment une propagande fructueuse à l'aide du gouvernement ouvrier, en disant aux ouvriers : si vous voulez vous émanciper, vous devez vous emparer du pouvoir. Mais il n'en résulte pas que, dans la situation donnée, ce mot d'ordre ait là-bas un aussi grand intérêt d'actualité que, par exemple, en Tchéco-Slovaquie, ou prochainement peut-être en Allemagne, ou naguère et peut-être bientôt de nouveau en Italie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier n'est pas aussi universel que la tactique du front unique ; c'est un cas concret de la tactique du front unique dans certaines circonstances. Dans ces conditions, on peut facilement commettre des erreurs. Il me semble que nous devons combattre l'idée que le gouvernement ouvrier serait une nécessité absolue, que nous devrions infailliblement traverser dans chaque pays une période de gouvernement ouvrier. Au contraire, si dans ce domaine on peut faire des pronostics, le gouvernement ouvrier (le « gouvernement ouvrier » de caractère transitoire, non pas le gouvernement ouvrier révolutionnaire) ne peut devenir une réalité que dans des cas exceptionnels, dans des conditions tout à fait spéciales, dans tel ou tel pays. En outre, il ne faut pas penser que nous aurons une période de développement semi-pacifique, grâce au gouvernement ouvrier, qui attendra soi-disant l'acuité de la lutte. Si le gouvernement ouvrier n'a qu'une base parlementaire, qui ne vaut rien, il se réduira à un petit épisode et ne pourra nous préserver de la guerre civile. Cela ne signifie pas que, dans les conditions existantes, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier soit inapplicable.

« La tactique du front unique comporte certains dangers que l'Exécutif a indiqués dans ses thèses de décembre. Mais elle en présente plus encore lorsqu'elle prend la forme de gouvernement ouvrier. Car, dans les pays à tradition parlementaire, comme par exemple en France, on l'interprète comme s'il s'agissait, pour nous, marxistes, non pas de dictature du prolétariat, mais de quelque chose d'autre. Nous comprenons ce mot d'ordre seulement comme une application de la dictature du pro-

létariat. Même en cas de formation d'un gouvernement ouvrier, nous n'éviterons pas la guerre civile. Au contraire, elle n'en deviendra que plus exaspérée. »

C'est clair, n'est-ce pas, camarades ?  
Voici encore une citation :

« Cette question provoque-t-elle vraiment parmi nous des divergences sérieuses, ou bien n'est-elle pas suffisamment éclaircie et ne nous disputons-nous que sur les mots ? Je ne saurais le dire avec certitude. En tout cas, c'est ce qui doit être établi au cours des travaux du Congrès, et avant tout lors de l'élaboration de la résolution sur les questions de tactique, dont nous nous occuperons après la question russe. Il ne s'agit pas du tout pour nous du mot « pseudonyme » qui a été prononcé ici. Je cède volontiers sur les termes, car il s'agit non pas des termes, mais de l'interprétation. »

### Les variations suivant les pays

Je pense que tout sera plus facile à comprendre si je dis que, pour nous, tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste. Il est impossible de se représenter un gouvernement bourgeois, un gouvernement de la classe bourgeoise qui ne soit pas en même temps un gouvernement de la classe capitaliste. Mais le contraire n'est malheureusement pas vrai. Un gouvernement ouvrier n'est pas toujours par-là même un gouvernement prolétarien. Cette comparaison a un sens très profond : la bourgeoisie a des avant-postes au sein de notre classe, mais la nôtre n'en a pas au sein de la bourgeoisie. *Même si nous le désirions, nous ne pourrions pas pousser des avant-postes dans le camp de la bourgeoisie.* Je crains qu'en cherchant une définition strictement scientifique, nous n'oublions le côté politique de l'affaire. Ce qui nous importe, ce n'est pas la précision des définitions, c'est que le *côté révolutionnaire de la question ne soit pas oublié. Certains camarades se figurent que si nous marchons avec les social-démocrates, nous avons déjà un gouvernement ouvrier ; mais ils oublient une chose : il faut d'abord renverser la bourgeoisie.* La bourgeoisie ne cédera pas sa place volontairement : elle luttera pour conserver le pouvoir. Il importe de prévoir toutes les éventualités de la révolution mondiale et de la guerre civile. *Il convient de ne pas oublier que, outre les « partis ouvriers », il existe encore une bourgeoisie qui est au pouvoir depuis des siècles et qui fait tout ce qu'elle peut pour s'y maintenir.* Ainsi, pour former un gouvernement ouvrier ayant une portée révolutionnaire, il faut avant tout *renverser la bourgeoisie.* C'est le plus important. N'oublions pas qu'il faut distinguer deux choses :

1° Nos méthodes d'agitation, comment parler avec les ouvriers, de quelle façon leur expliquer la situation — sous ce rapport, me semble-t-il, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est fort commode ;

2° La marche des événements, sous quelle forme concrète se produira la Révolution ? Et, ici, toute cette cuisine de mots d'ordre est absolument dénuée de sens.

Quelle sera la marche de la Révolution ? D'aucuns sont enclins à penser qu'elle traversera infailliblement une période de gouvernement ouvrier, de gouvernement de coalition, avant la guerre civile. Il n'est qu'une chose de sûre : c'est que nos prophéties ne se réaliseront pas. Il est fort possible que la Révolution se produise autrement que nous ne nous le figurons, qu'elle entre par une tout autre porte. Nous avons déjà vu

cela en Russie. Il y a cinq ans on se représentait toutes sortes de choses, on affirmait que nous serions mis à genoux par le blocus, la famine, etc. On faisait toutes sortes de conjectures, sauf celle d'une « nouvelle politique économique », et celle de la victoire de la Révolution.

Selon les pays, la situation varie. Il est probable que la Révolution se produira en Allemagne tout autrement qu'en Angleterre. Mais cela ne signifie pas que nous ne devions pas, en qualité de révolutionnaires conscients, soulever le rideau de l'avenir. Nous sommes des hommes pensants ; nous voulons marcher à la tête de la classe ouvrière. Nous devons tâcher d'expliquer la situation sous tous les rapports. Mais il est difficile de prophétiser. *Si nous considérons le gouvernement ouvrier sous ce rapport, comme la voie réelle qui conduirait à la Révolution prolétarienne, on peut douter que ce soit par cette porte qu'elle arrive.* Hier, notre ami Radek a dit que le gouvernement ouvrier est une des transitions possibles préparant la dictature du prolétariat. Possible, oui, mais peu probable. Je ne veux pas dire que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier soit faux. *Non, c'est un mot d'ordre juste.* Là où les circonstances lui sont favorables, il vaudra de grands succès à notre agitation. Mais si nous nous mettons à parler des voies réelles de la Révolution, je dis : *la question ne se pose pas.* Le gouvernement ouvrier est la moins probable de toutes. Dans les pays à bourgeoisie développée, nous ne nous emparerons pas du pouvoir sans guerre civile. Or, dans ce cas il est peu probable que nous devions recourir à un degré transitoire. C'est possible, mais il ne vaut pas la peine d'en discuter. On peut seulement faire des hypothèses, et ce qu'il nous faut, c'est bien nous rendre compte des éventualités que la Révolution rencontrera.

Il peut y avoir des gouvernements ouvriers qui ne soient que des gouvernements ouvriers libéraux. C'est possible en Angleterre, en Australie. Ces gouvernements peuvent paraître objectivement favorables à la classe ouvrière. *L'agitation pour le gouvernement ouvrier est juste. Par l'agitation nous pouvons faire beaucoup. Mais il ne faut pas oublier les perspectives révolutionnaires.*

J'ai cité au IV<sup>e</sup> Congrès les compliments que Benès, le ministre des Affaires étrangères tchécoslovaque, adressait aux communistes : « On ne peut nier, disait-il, que les communistes aient l'esprit inventif. Ils savent présenter aux ouvriers toujours la même chose sous des formes différentes. Par exemple, il a été un temps où ils faisaient de l'agitation pour la formation de Soviets. Cette agitation n'ayant pas donné les résultats attendus, ils l'ont arrêtée pour la recommencer six mois plus tard sous la forme des comités du front unique. » Et je disais : Bravo ! Benès ! Vous avez mieux compris le fond de la chose que certains leaders ouvriers de votre pays.

Comment Kreibich et Smeral peuvent-ils oublier ce secret déjà connu en 1922, que ce mot d'ordre n'est qu'une formule d'agitation ?

Cela me paraissait déjà parfaitement clair lors du IV<sup>e</sup> Congrès :

« Je pense que nos débats actuels, en particulier après les travaux de la commission, ne nous amèneront pas à renoncer au mot d'ordre du gouvernement ouvrier. *Le mot d'ordre reste juste, si on le considère comme un moyen d'aborder les masses.*

« C'est une méthode inattaquable. Nous devons seulement l'appliquer convenablement. Elle comporte les mêmes dangers que la tac-

tique du front unique. Quand on parle de gouvernement ouvrier, on commence à rêver de combinaisons parlementaires, de distributions de portefeuilles, etc. »

Qu'y a-t-il là d'obscur, camarade Radek ?

Bien plus, dans ma conclusion, je disais :

« C'est pourquoi je pense que nous pouvons employer avec confiance le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, à condition que nous comprenions bien de quoi il s'agit. Malheur à nous si nous soutenons un seul instant que le gouvernement ouvrier doit fatalement se réaliser, qu'il est réalisable par les voies pacifiques, qu'il remplacera la guerre civile. Si de telles idées se manifestent parmi nous, nous devons les combattre résolument et faire comprendre à la classe ouvrière que le gouvernement ouvrier ne peut être réalisé avant tout qu'en renversant et vainquant la bourgeoisie. »

Telle est l'essence de ce mot d'ordre. Vous voulez un gouvernement ouvrier ? Parfait. Nous entrons en rapport même avec les social-démocrates. Nous sommes sûrs qu'ils nous trahiront, mais nous voulons le gouvernement ouvrier même avec eux, à la condition que ce gouvernement se montre prêt à combattre avec nous la bourgeoisie. Nous nous engageons dans la lutte et alors, s'il en naît un gouvernement ouvrier, il sera assis sur une base ferme, il sera effectivement le commencement de la dictature du prolétariat. Je n'insiste pas sur le mot de « pseudonyme », je l'abandonne au camarade Mayer. Il importe que nous ayons une ligne déterminée. Le gouvernement ouvrier n'est pas du tout une ruse de guerre destinée à tromper la bourgeoisie et à prévenir la guerre civile. L'Internationale a beau être un bon stratège, il n'est pas de stratégie qui puisse nous dispenser de la guerre civile. Le but est la victoire sur la bourgeoisie. Sous ses différentes formes, le gouvernement ouvrier est un moyen d'y arriver.

En Angleterre, dans la situation actuelle, le gouvernement ouvrier peut être *objectivement* un facteur révolutionnaire. Non, nous ne pouvons pas nous gouverner même mencheviste-libéral. Nous savons que dans d'autres conditions il peut se retourner contre nous avec plus d'acharnement encore qu'un gouvernement bourgeois. Noske et nos mencheviks en sont une preuve magnifique. Ce gouvernement est loin d'être un moyen d'éviter la guerre civile.

### C'est un mot d'ordre d'agitation

Ainsi le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est absolument juste *en tant que mot d'ordre d'agitation* si nous savons l'employer dans un sens révolutionnaire...

...Nous devons être francs et dire : Le gouvernement ouvrier est une belle chose, mais pour l'avoir il faut avant tout renverser la bourgeoisie. Pour cela, il faut avoir des armes, il faut s'organiser, il faut gagner la majorité de la classe ouvrière. Il faut surtout comprendre qu'il s'agit d'un combat sérieux et que la victoire est impossible autrement.

Je m'étonne qu'on parle du gouvernement ouvrier comme si le pouvoir n'appartenait encore à personne. Pour former un gouvernement ouvrier, disais-je, il faut arracher le pouvoir à la bourgeoisie qui le détient. Croyez-vous qu'elle soit disposée à le céder et qu'elle nous dise : Parfait, vous avez trouvé une nouvelle formule et nous sommes prêts à vous abandonner le pouvoir ? Non, il nous faut organiser la classe ouvrière et

vaincre la bourgeoisie. C'est une « bagatelle » qu'il ne faut pas oublier.

Dans le même discours, je disais au sujet des négociations entre notre parti allemand et les chefs social-démocrates :

« Il nous semblait de loin que notre parti allemand mendiait trop les grâces des leaders des autres organisations. Nous ne sommes pas des parents pauvres, mais un parti indépendant qui doit vaincre. Au moment où les social-démocrates voulaient nous séduire à tout prix, nous étions moins que jamais des parents pauvres. »

Je vous prie d'excuser ces abondantes citations de mes propres discours, mais je n'ai pas trouvé de meilleur moyen pour démentir les inventions de Radek et de toute la droite affirmant que nous abandonnons maintenant la tactique du IV<sup>e</sup> Congrès.

Si vous relisez mes discours, je pense que vous jugerez qu'ils ne sont pas mauvais encore maintenant. Vous y verrez nettement exprimée l'idée que le gouvernement ouvrier n'est qu'un mot d'ordre d'agitation, une voie pour obtenir la dictature du prolétariat, la conquête des masses. Comment parler de révision ? Non, ce n'est évidemment pour Radek qu'un « mot d'ordre d'agitation » contre l'I.C.

Ce matin j'ai relu les discours et résolutions de l'Exécutif Elargi de juin 1923. Je posais ainsi la question du front unique :

En quoi consiste au fond la tactique du front unique ? N'est-elle qu'une manœuvre, ou exprime-t-elle un désir sincère d'union avec les ouvriers social-démocrates ?

A cela nous répondons : dans les premières années de l'Internationale Communiste, en 1919-1920, y en avait-il un seul parmi nous qui ne désirât un rapprochement et même la fraternisation avec les ouvriers social-démocrates ? Je pense que non.

Or cette tactique du front unique, l'avons-nous appliquée en 1919-1920 ? Non. Donc à peu près jusqu'au II<sup>e</sup> Congrès nous voulions le rapprochement avec les ouvriers social-démocrates, cependant il n'était pas question de front unique.

Nous voulons toujours nous rapprocher des ouvriers social-démocrates pour la simple raison que nous serons toujours partisans de l'union de la classe ouvrière, condition de la victoire.

Mais quelle est cette chose nouvelle que nous avons commencé à préparer en 1920, que nous avons formulée en 1922 et que nous réalisons maintenant à toute vapeur ? C'est ce que nous appelons une manœuvre stratégique. A ce sujet il convient de s'arrêter sur le problème des masses et des chefs.

...Nous devons nous rendre compte du rapport qu'il y a entre le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan et notre vieille formule de la dictature du prolétariat. Il se trouvera des camarades qui, tout surpris, nous demanderont : puisque vous posez le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, vous renoncez donc à notre vieille formule de la dictature du prolétariat ?

Restons-nous, comme auparavant, un parti ouvrier, ou sommes-nous devenus un parti ouvrier et paysan ?

Celui qui comprend la tactique du front unique et la stratégie politique du prolétariat doit comprendre que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est un moyen de parvenir à la dictature du prolétariat et non pas sa négation.

...Ce n'est pas renoncer à la dictature du prolétariat que de parler de gouvernement ouvrier et

paysan, car il n'est pas d'autre voie que la dictature du prolétariat pour libérer l'humanité du joug du capital. La seule classe qui soit révolutionnaire jusqu'au bout, c'est la classe ouvrière. Mais cette classe et son parti peuvent agir habilement ou maladroitement. S'ils sont habiles, nous atteindrons plus vite notre but et à moins de frais. Nous réussirons, en partie à neutraliser, en partie à gagner une importante fraction des paysans et de la petite-bourgeoisie. Si nous sommes maladroits, si nous comprenons la mission libératrice du prolétariat avec une étroitesse corporative, nous retardons le moment de la victoire.

Aussi estimons-nous qu'il est temps de généraliser le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan...

### Les dangers du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan

...Les dangers que comporte ce mot d'ordre consistent en ce que certaines de nos fractions, encore faibles et peu marxistes, peuvent l'interpréter dans l'esprit des socialistes-révolutionnaires de gauche. Vous vous rappelez ce qu'était ce parti, qui déclarait être le parti des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

...Les dangers qui découlent de la formule du gouvernement ouvrier et paysan se ramènent à ceci que nos partis encore faibles peuvent perdre leur caractère de classe. Des mesures préventives doivent être prises sans tarder...

Il faut que nous sachions montrer la voie de l'affranchissement à tous les éléments de la population qui ne sont pas directement intéressés à la domination du capital.

Aussi, ne faut-il pas un seul instant se dissimuler les dangers inséparables du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. « Si tu as peur du loup, ne vas pas au bois », dit le proverbe russe. Mais nous avons déjà appris un peu à surmonter les difficultés de la tactique manœuvrière.

...Maintenant un devoir nouveau et plus grand surgit devant nous : Eveiller dans nos partis la volonté de s'emparer du pouvoir, faire qu'à chaque instant ils se sentent capables de vaincre dès demain la bourgeoisie. Notre parti est l'avant-garde de la classe ouvrière. Il lui suffit de vouloir s'emparer du pouvoir pour transmettre cette volonté à des millions d'ouvriers. Et lorsque cette volonté aura embrasé des dizaines de millions de prolétaires, la victoire ne sera plus difficile.

Radek, Zetkin et Kreibich affirment que le gouvernement ouvrier c'est la coalition de tous les partis ouvriers. En ce cas le gouvernement ouvrier paysan serait la coalition de tous les partis ouvriers et paysans.

Il suffit de poser la question pour comprendre à quel point elle est erronée et étrangère au marxisme. Comment peut-on affirmer que le gouvernement ouvrier et paysan est fondé sur la coalition des partis ouvriers et paysans si, dans le monde entier, il n'y a peut-être pas un seul parti paysan véritablement révolutionnaire ?

Camarades Radek et autres, vous faites fausse route. Lisez la résolution concernant le gouvernement ouvrier et paysan que j'ai rédigée et défendue :

« Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, de même que jadis celui du gouvernement ouvrier, ne remplace ni ne relègue au second plan l'agitation pour la dictature du prolétariat, agitation qui est la base des bases de la tactique communiste : au contraire, élargissant le terrain propice à l'application de

la tactique du front unique, la seule juste dans les conditions actuelles, il ouvre la voie à la dictature du prolétariat. Son interprétation exacte ne permettra pas seulement aux communistes de mobiliser les masses prolétariennes des villes, elle leur donnera des points d'appui solides dans les campagnes en préparant tout pour la conquête du pouvoir.

« Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan rendra de grands services aux Partis communistes au lendemain comme à la veille de la conquête du pouvoir. Car il rappellera au prolétariat la nécessité d'adapter sa politique à l'état d'esprit des paysans et d'établir les relations qui conviennent avec la paysannerie en observant une progression raisonnable dans l'application des mesures économiques du prolétariat, comme l'a fait le prolétariat victorieux de Russie à l'époque de la Révolution qui a nom la nouvelle politique économique.

« Il va de soi que l'agitation menée sous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan doit être adaptée à chaque pays. En Amérique, par exemple, elle doit toucher les fermiers. La défense des intérêts économiques du paysan dans l'esprit du programme de l'I.C. doit être le point de départ de toute notre agitation pour le gouvernement ouvrier et paysan ».

Voilà une citation qui doit suffire à vous convaincre. Après la conquête du pouvoir, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan sera utilisable encore dans le même sens ou il continue à être mis à profit dans l'U.R.S.S. Nous avons une dictature du prolétariat, mais une dictature intelligente qui fait une politique acceptable pour les paysans. Sans quoi elle s'en irait à la dérive. Nous faisons comprendre cette politique aux paysans. C'est à quoi sert le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

Si ce mot d'ordre a une signification même après la conquête du pouvoir, il en a d'autant plus avant. Mais il n'a jamais équivalu à la coalition de tous les partis ouvriers et paysans.

Permettez-moi d'appeler votre attention sur quelques autres citations de la même résolution :

« Le seul fait que les Partis communistes ont adopté le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan et vont se mettre à le propager suffit à neutraliser les éléments moyens de la paysannerie et à gagner les sympathies de la petite paysannerie.

« Le C.E. de l'I.C. constate que l'immense majorité des Sections ont fait preuve à l'égard du travail dans les campagnes d'une inertie inouïe et extrêmement pernicieuse.

« Cette inertie est un vestige des mauvaises traditions de la II<sup>e</sup> Internationale qui a donné naissance aux principaux partis de l'I.C.

« Il y a ensuite une erreur théorique qui affirme que le marxisme orthodoxe n'a pas à se préoccuper des paysans. Enfin on comprend d'une façon trop étroite la lutte de classe du prolétariat. L'objectif des Partis communistes consiste à rompre avec ce point de vue. Ils ne doivent pas se considérer uniquement comme les partis de l'extrême opposition prolétarienne à l'intérieur du régime bourgeois, à la manière de la II<sup>e</sup> Internationale dans les années de son épanouissement. Ils doivent forger en eux-mêmes une psychologie de partis capables dans un avenir prochain de conduire les masses travailleuses au combat contre le ré-

gime bourgeois, d'abattre la bourgeoisie et de la remplacer par le renversement de l'Etat. La psychologie étroitement corporative doit être supplantée par une psychologie de parti qui veut le pouvoir et qui incarne l'hégémonie du prolétariat dans la révolution. Le P.C. doit être prêt à vaincre dès demain la bourgeoisie, et c'est pourquoi dès aujourd'hui son devoir est de faire siens les buts du peuple entier et d'essayer de faire participer à la lutte prolétarienne tous les éléments de la population capables, par leur position sociale, d'offrir à l'instant décisif tel ou tel concours à la révolution prolétarienne...

« En tant que mot d'ordre de propagande qui nous permet d'exprimer en une formule arithmétique ce qui jusqu'à présent n'avait été exprimé qu'alébroïquement, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan peut prendre une portée universelle. En tant que mot d'ordre d'actualité politique, il aura la plus grande importance dans des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie, les Balkans, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Finlande, etc...

« La victoire de la révolution prolétarienne et sa consolidation ne sont nulle part possibles sans le soutien de la paysannerie. En ce sens le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan doit être le mot d'ordre général des Partis communistes.

« En mettant en avant le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, le C.E. de l'I.C. recommande aux Partis communistes de ne pas perdre de vue les dangers que comporterait une application arrondie de ce mot d'ordre. De même que la tactique du front unique, les mots d'ordre du gouvernement ouvrier et du gouvernement ouvrier et paysan sont gros de dangers politiques dans le cas où nos partis ne sauraient pas les appliquer dans l'esprit du marxisme révolutionnaire. Voici les dangers les plus évidents qui se trouvent en rapport avec le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan :

« 1) Dans les partis qui ne sont pas encore solides au point de vue de l'idéologie marxiste, on est en danger de le voir interpréter dans l'esprit des s.-r. russes, c'est-à-dire dans l'esprit du socialisme petit-bourgeois, qui voit dans la paysannerie une seule et même classe et ferme les yeux sur la diversité des groupes qui la composent.

« 2) Les communistes insuffisamment préparés au point de vue politique peuvent être tentés de remplacer le travail révolutionnaire parmi les travailleurs ruraux par des combinaisons parlementaires sans principe avec les soi-disant représentants de la paysannerie et les chefs des soi-disant partis paysans, qui bien souvent sont les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie.

« Tout en tenant compte de ces dangers et de tous les dangers semblables qui se trouvent en liaison avec l'application du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, les P.C. ne peuvent cependant se refuser les avantages de la tactique manœuvrière et doivent apprendre à lier la tactique de la pénétration dans les couches les plus profondes des travailleurs à la défense constante, intransigeante et conséquente des principes du marxisme révolutionnaire.

« Il va de soi que la pénétration dans le milieu paysan, de même que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, ne sup-

posent en aucune façon la transformation de notre parti, de parti ouvrier qu'il est, en un parti « travailliste » ou « ouvrier et paysan ». Notre parti doit rester le parti de la classe ouvrière, mais de la classe ouvrière entraînant à sa suite tous les éléments travailleurs et les jetant dans la lutte contre le capitalisme. »

Ces passages me semblent assez convaincants. Cependant, plus d'un communiste instable, comme nous nous y attendions du reste, n'a pas compris de quoi il retournait. La camarade Clara Zetkin elle-même, en vertu de certaines circonstances, ne le comprend pas et cependant, elle est une des militantes les plus avancées et les plus fermes de l'I.C.

### L'erreur de Clara Zetkin

Permettez-moi de citer encore une phrase prise dans le discours prononcé hier par Clara Zetkin :

« Je dois reconnaître que je ne puis en aucun cas faire mienne la déclaration de Zinoviev, selon laquelle le gouvernement ouvrier et paysan n'est qu'un pseudonyme, un synonyme ou Dieu sait quel « nyme » encore de la dictature du prolétariat. Pour la Russie cela est peut-être vrai, mais, pour des pays qui ont atteint un niveau plus élevé de développement capitaliste cela ne convient plus. Là le gouvernement ouvrier et paysan est l'expression d'une situation historique concrète, c'est une période où la bourgeoisie ne peut plus maintenir son pouvoir et où le prolétariat n'a pas encore assez de cohésion pour s'en saisir. »

Je crois que pour une phrase de cette sorte Radek lui-même ne remerciera pas Zetkin. C'est un peu trop fort, même pour la droite. Que signifie ceci : pour la Russie cela est peut-être vrai, mais pour les pays avancés d'Europe occidentale cela ne convient plus ? C'est un renouvellement de certaines idées de Lévi. Lévi avait bâti toute une théorie très logique : « Honneur et gloire à la révolution russe, qui a vaincu le tsarisme. Mais cependant elle n'est qu'une révolution paysanne d'un pays arriéré. Dans nos pays d'Europe occidentale, il faut suivre une tactique radicalement différente. Sans les ouvriers social-démocrates, nous ne ferons rien. Nous devons nous rapprocher d'eux ».

De là, la théorie de la coalition de tous les partis ouvriers.

A coup sûr je ne vais pas affirmer que Zetkin soit l'adepte de Lévi. Il n'en est pas moins vrai que les paroles citées sont comme un écho de Lévi.

Si elle veut dire qu'en Occident, avant la victoire de la révolution prolétarienne, des gouvernements « ouvriers » du type Macdonald ou Scheidemann viendront inévitablement au pouvoir, cela est vrai. Mais sont-ce là les gouvernements ouvriers que nous revendiquons ? Nos gouvernements ouvriers à nous sont le résultat de la lutte de la classe ouvrière pour la révolution prolétarienne. Objectivement, le gouvernement « ouvrier » de Macdonald est un progrès, lui aussi. Le capitalisme est un progrès sur la féodalité ; la démocratie bourgeoise un progrès sur la monarchie réactionnaire. Mais nous, nous voulons tout autre chose, un gouvernement authentiquement ouvrier. Ce n'est pas la coalition de tous les partis « ouvriers » qui nous y amènera.

Indubitablement, dans les pays de capitalisme hautement développé, il faudra agir un peu autrement qu'en Russie. Les formes d'agitation ne peuvent pas être mécaniquement transférées d'un pays à l'autre.

Mais dans la question cardinale de la dictature

du prolétariat, en ce qui concerne le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan considéré comme le pseudonyme, la méthode, le moyen de se rapprocher de la dictature du prolétariat, quelle différence peut-on établir entre l'Allemagne et la Russie ou encore entre l'Allemagne et l'Amérique ?

En Allemagne comme en Russie, il y a des paysans et il y a des ouvriers. Afin de trouver une voie qui mène à la formation d'un parti de masse, afin d'influencer réellement le cours de la révolution, nous employons le terme de gouvernement ouvrier et paysan.

En Russie, lorsque les mencheviks et les s.-r. étaient en majorité dans les Soviets, nous avons lancé le mot d'ordre de combat : « Tout le pouvoir aux soviets ». En ce temps-là cette formule était le meilleur des aimants. Il se peut fort bien qu'en Allemagne aussi il vienne un moment où elle devra être lancée. Mais il se peut aussi que la formule soit tout autre.

Dans la période transitoire que nous traversons, la formule du gouvernement ouvrier et paysan nous semble la plus adéquate. Aux ouvriers social-démocrates nous déclarons : nous sommes prêts à entrer dans un gouvernement qui se bornera à accepter nos conditions les plus élémentaires : désarmement de la bourgeoisie et armement de la classe ouvrière. Cela tous les ouvriers militants doivent le comprendre, car autrement ils peuvent se faire fusiller sans autre forme de procès. Voilà en quoi consiste l'art de savoir aborder comme il faut les masses. Nous devons les maîtriser et les diriger si nous voulons vaincre.

### Les décisions du IV<sup>e</sup> Congrès

Radek et jusqu'à un certain point Kreibich essayent d'interpréter les décisions du IV<sup>e</sup> Congrès comme si nous voulions créer pour l'Occident une tactique différente de celle qui a été appliquée dans la révolution russe. Radek a demandé, pensant naturellement que sa question serait pour nous des plus gênantes : « Parfait, par conséquent vous ne figurerez jamais dans un seul et même gouvernement avec les social-démocrates ? »

On dira peut-être qu'il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Mais somme toute nous nous trouvons dans une période de lutte pour le pouvoir. L'important n'est pas de savoir si dans un seul et même gouvernement nous siégerons ou non avec des social-démocrates, mais bien d'établir qu'ici deux systèmes politiques s'élèvent l'un contre l'autre.

Je vous rappellerai une fois de plus l'expérience de la révolution russe, pas uniquement parce que nous aimons la révolution russe (nous l'aimons tous), mais parce qu'elle est une source légitime d'enseignements. Lorsque la révolution allemande triomphera, elle donnera sans aucun doute des matériaux encore plus édifiants, mais en attendant la révolution russe n'a pas été surpassée.

Boukharine a déjà dit que nous avons eu un gouvernement auquel ont participé les S.R. de gauche, qui représentaient alors certains éléments ouvriers et paysans. Peut-il arriver que par exemple en Allemagne le gouvernement communiste comprenne une certaine fraction social-démocrate ?

Il me semble que oui. Qu'étaient les S.R. de gauche ? Ils étaient une fraction du parti S.R. détachée de son foyer central et qui, à un certain moment, sous la pression des événements révolutionnaires, nous a offert un certain appui.

Soit dit en passant, ils ont toujours arboré un « gauchisme » extrême de sorte qu'extérieurement ils étaient plus gauches que les communistes eux-mêmes et ils avaient un certain ascendant sur une

partie de la classe ouvrière et de la paysannerie. Nous les avons pris à la remorque, nous les avons utilisés, et puis les meilleurs d'entre eux sont venus à nous, après avoir profité des leçons de la révolution, tandis que les autres sont passés dans le camp de la contre-révolution, ainsi qu'il convient à des petits-bourgeois enrégés.

L'année dernière, pendant les journées d'octobre en Allemagne, on m'a dit que parmi les social-démocrates il y a des gens qui le cas échéant viendraient à nous. Si je ne me trompe, on m'a nommé Aufheiser (*protestations de la délégation allemande*). Je ne le connais pas, cet homme, et il se peut fort bien que j'aie eu tort de prononcer son nom, mais on m'a dit qu'au moment décisif il pourrait quitter la social-démocratie et combattre à nos côtés. Les noms ne sont pour rien dans l'affaire, il me fallait simplement un exemple. Je répète que je ne connais Aufheiser ni de près ni de loin. Mais ce que je sais à coup sûr, c'est qu'au moment décisif une certaine fraction des ouvriers social-démocrates combattra avec nous et qu'à ce moment-là probablement émergeront à la surface certains chefs qui refléteront l'état d'esprit de cette fraction social-démocrate.

Une question surgit : devons-nous faire participer au gouvernement cette fraction qui se sera détachée de la social-démocratie en décomposition et qui incarnera la volonté des ouvriers combattifs ? Naturellement, et personne ne s'y opposera. Le cas s'est produit.

Voilà un exemple de politique. En voici un autre, fourni aussi par la révolution russe. Lorsque le gouvernement Kerensky faisait déjà naufrage, en septembre 1917, et que les mencheviks virent la cause perdue, ils lancèrent le mot d'ordre « ministère socialiste homogène ». En fait, ils se proposaient de former un gouvernement S.R. — menchevik-travailliste, bref démocrate-bourgeois-intellectuel-paysan, avec une certaine teinture de bolchevisme.

Comme vous voyez, ce gouvernement aurait été rien moins qu'homogène. Il aurait contenu des bolcheviks visant à la révolution, des mencheviks la combattant et des S.R. eux aussi contre la révolution. Mais les mencheviks et les S.R., défendaient cette salade sous le nom de ministère socialiste homogène. Ils appelaient socialiste et homogène, ce qui n'était ni socialiste ni homogène.

Quelle était leur idée de derrière la tête ? Il me semble qu'ils cherchaient à ce moment une formule commode pour aborder les masses, en d'autres termes un pseudonyme pour leur politique. Pour les mencheviks ce mot d'ordre de « ministère socialiste homogène » était le pseudonyme de leur politique « démocratique », c'est-à-dire bourgeoise. Pourquoi celui-là, pas un autre ? Parce que les idées socialistes jouissaient d'une grande popularité, parce que presque tout le monde aspirait alors au socialisme.

Actuellement c'est nous qui devons chercher un pseudonyme pour conquérir plus facilement les ouvriers social-démocrates et sans-parti. Alors c'étaient les mencheviks qui cherchaient et qui ont trouvé la belle formule que j'ai dite. Le simple ouvrier devait penser : il n'y a pas à dire, homogène, socialiste, ce doit être quelque chose de bien. Pourquoi ne leur donnerais-je pas ma voix, surtout si cela permet d'arriver au socialisme sans guerre civile ?

Je me souviens que les ouvriers de l'usine Poutilov de Petrograd, qui était la plus forte citadelle du bolchevisme, nous ont envoyé une délégation de bolcheviks et de sans-parti pour nous déclarer : un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie



serait inadmissible, contre lui nous lutterions jusqu'à la dernière goutte de notre sang, mais que pouvions-nous objecter à un ministère socialiste homogène ? Il nous fallut leur expliquer que cette fameuse formule n'était autre chose qu'un pseudonyme de la démocratie bourgeoise.

Ainsi vous voyez que la chose n'est pas si simple qu'elle en a l'air.

Il existe deux systèmes de politique. Si Radek me demande : Est-ce que les social-démocrates ne siégeront jamais dans un seul et même gouvernement avec nous ? je lui réponds : on a vu siéger avec nous les s.-r. de gauche, cette épave du parti s.-r. Une épave de la social-démocratie contenant une fraction révolutionnaire des ouvriers social-démocrates, peut fort bien entrer dans notre gouvernement.

Mais ce que vous voulez, vous, Radek, est une espèce de politique toute nouvelle, qui nous rappelle le « ministère homogène » ou la « coalition de tous les partis ouvriers ».

Bien entendu, je sais parfaitement que les mencheviks ont voulu dupes les masses, tandis que Radek veut les servir autant que nous tous. Mais il ne s'agit pas des intentions, mais des conséquences objectives.

Pourquoi, avez-vous demandé, comme pour faire sensation, en véritable journaliste : ainsi pas un seul social-démocrate ne peut entrer dans un gouvernement communiste ? Vous vous mettez assez souvent le doigt dans l'œil, je dois le constater. Naturellement, un social-démocrate peut entrer dans notre gouvernement. Pourquoi pas ? Radek a rappelé ce que j'avais dit des socialistes-chrétiens. Oui, il m'est arrivé de dire qu'il fallait nous déclarer prêts à marcher avec tous les ouvriers, même avec les socialistes-chrétiens, mais à une condition : désarmement de la bourgeoisie, armement de la classe ouvrière, etc...

Radek pensait sans doute me porter un coup mortel en citant ce que j'ai dit d'un accord possible avec les socialistes-chrétiens. Il me semble que le proverbe français a raison : Qui prouve trop, ne prouve rien. Mon consentement à un accord avec les socialistes-chrétiens aux conditions indiquées n'est autre chose qu'un moyen d'aborder les masses, un mot d'ordre d'agitation. Oui, un mot d'ordre d'agitation et non un système de coalition avec tous les partis ouvriers.

Radek a prouvé une fois de plus qu'à la base de ses conceptions réside tout ce qu'il y a de plus dangereux et de plus nuisible pour l'I.C.

Voilà tout ce que je voulais dire du gouvernement ouvrier et paysan et de la soi-disant révision de notre tactique.

### Le défaitisme de Radek

Selon Radek, j'ai eu tort d'avancer que nous avons commencé par n'être qu'une société de propagande pour devenir par la suite et peu à peu des partis de masses. Il est utile de mettre en lumière cette question. Je ne me place pas au point de vue de l'historien. Non, elle a une grande importance d'actualité pour nous et pour notre tactique. Radek prétend que nous n'avons pas été seulement une société de propagande. Est-ce que les spartaciens n'ont pas combattu vaillamment ? Est-ce qu'il n'y a pas eu de républiques soviétiques en Bavière, en Hongrie ?

Radek traverse actuellement une période qu'on peut appeler défaitiste. Tout lui semble bon, pourvu que cela serve à prouver que notre mouvement recule.

Les partisans de Brandler rendent la gauche,

actuellement au pouvoir dans le parti, responsable des 6 millions de voix reçues par les social-démocrates aux dernières élections. Voici six semaines déjà que la gauche est au gouvernail, et la social-démocratie n'est pas encore vaincue ! Entendons-nous, nous n'avons jamais songé à reprocher à Brandler de n'avoir pas triomphé. Nous ne lui disons pas : Pourquoi n'as-tu pas vaincu, mais : pourquoi n'as-tu pas fait tout ton possible pour vaincre ?

Il est temps de cesser ces jérémiades sur la supériorité des social-démocrates à telle ou telle élection. Tout compte fait, votre question se réduit à ceci : pourquoi n'avez-vous pas encore pris le pouvoir ? Pourquoi la gauche n'a-t-elle pas encore vaincu la bourgeoisie et la social-démocratie ? Radek, avec une application d'abeille, recueille tout ce qu'il est possible de recueillir pour faire le sombre tableau qui répond à ses vues. En France, la situation ne vaut rien, en Allemagne nous n'avons pas encore vaincu, etc... A coup sûr, il ne faut pas fermer les yeux sur nos côtés faibles, mais la façon de voir de Radek n'est autre chose que du défaitisme. Autrefois à l'en croire, nous étions puissants, nous étions au pouvoir en Hongrie et en Bavière, et maintenant... Il est vrai qu'à la fin de la guerre, les masses étaient spontanément très révolutionnaires et attendaient d'un jour à l'autre la chute du capitalisme, mais ni en Allemagne, ni en Hongrie, ni en Bavière, nous n'avions de Parti communiste véritable. Voilà où réside la cause de l'échec. Cela, Radek ne le voit pas.

On dirait qu'il y a contradiction : effervescence spontanée très grande, partis débilés, réduits à des sociétés de propagande. Mais l'Italie en offre un exemple classique : tout un océan de colères et d'indignation contre la guerre et en même temps absence totale de parti. Il est vrai qu'il y avait le parti socialiste avec ses 200.000 membres et que ce parti socialiste adhérait à la III<sup>e</sup> Internationale, mais le communisme ne groupait qu'un petit cercle de propagandistes, n'était qu'une petite fraction au sein du « grand parti socialiste ».

Avant d'en finir avec Radek, je voudrais mentionner encore ceci :

Radek a déclaré : Si nous sommes si mauvais que cela, si nous sommes des réformistes, excluons-nous.

Si cela avait été dit par un autre, nous l'aurions pris au sérieux, mais Radek parle souvent, de même qu'il écrit, avant d'avoir pensé. Nous n'avons jamais dit que lui et ses partisans soient des réformistes, mais que lui et ses coréligionnaires font des déviations petites-bourgeoises que le P.C.R. et l'Internationale doivent redresser. Nous espérons que Radek se corrigera.

Dans ce Congrès même nous avons pu constater certaines déviations réformistes, bien que certains camarades n'aient pas parlé aussi franchement que la droite allemande. Les représentants de la droite ont parlé très longuement. La durée de leurs discours a été inversement proportionnelle à leur influence sur le mouvement ouvrier. Mais d'autres adoptent sans doute le dicton : la parole est d'argent, mais le silence est d'or. Ils se disent sans doute : il faut attendre, l'état d'esprit qui règne ici est encore trop révolutionnaire.

Vous avez compris le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan comme la coalition de tous les partis ouvriers. Camarades de la droite, vous êtes allés trop loin. Il faut que vous vous arrétiez. J'espère que la résolution de l'I.C. sera décisive pour tous et aussi pour vous.

(A suivre.)

# La Question agraire en France

## Les organisations bourgeoises à la campagne et leurs tendances

La bourgeoisie, s'appuyant dans sa politique de conservation sociale, sur la masse de la population agricole, qui constitue une des plus fortes bases de l'édifice capitaliste, s'est attachée, afin de consolider son influence à la campagne, à créer de nombreuses organisations, dont nous allons étudier les caractéristiques et l'activité.

### Les bases de l'organisation des syndicats agricoles

L'organisation des syndicats agricoles est un modèle de confusion parfait. Aucune règle précise ne préside à leur constitution. Non seulement chaque membre a le droit d'appartenir à plusieurs associations, même rivales, mais les syndicats sont constitués, les uns sur la base de la commune, comme cellule initiale, les autres ont adopté le canton ou le département comme base administrative — au gré le plus souvent des intérêts politiques ou électoraux de leurs dirigeants. Il est par conséquent malaisé d'en déterminer le nombre et l'importance. Les syndicats se sont ensuite groupés dans des Unions régionales et dans plusieurs Unions centrales ; leur activité est des plus minimes. Le Conseil d'administration, à la tête duquel se trouvent généralement les gros propriétaires de l'endroit, les maires, conseillers généraux, députés et sénateurs, règle la marche et l'orientation du syndicat.

D'après les statuts de l'Union du Sud-Est, les syndicats agricoles s'assignent les buts suivants :

1° Provoquer et favoriser les essais de culture, d'engrais, de semences et autres moyens propres à faciliter le travail, à augmenter la production, diminuer le prix de revient et diminuer le coût de la vie dans les campagnes ;

2° Faciliter l'acquisition des engrais, instruments agricoles destinés à être loués à ses membres pour leurs besoins exclusifs ;

3° Favoriser la vente des produits agricoles ;

4° Encourager le travail agricole par l'organisation de concours, la création d'Offices de renseignements, de placements ; de s'occuper de ce qui intéresse l'agriculture, de la prévoyance, de l'assistance, de la coopération, etc.

En fait, c'est par la création de ces œuvres connexes de prévoyance, d'assistance et de coopération que les syndicats agricoles sont parvenus à grouper et à retenir dans leur sein un grand nombre de paysans. Parmi ces institutions multiples, dont certaines ont pris une grande extension, citons :

**LES COOPÉRATIVES D'ACHAT**, constituées pour l'achat en commun des engrais, semences, etc. D'abord communales, ces coopératives évoluèrent vers le cadre régional, pour constituer, en 1902, la Coopérative Centrale de la rue d'Athènes, à Paris ;

**LES COOPÉRATIVES DE PRODUCTION ET DE VENTE**, au premier rang desquelles se placent les coopératives pour la vente du lait, du beurre et du fro-

mage. La plus célèbre est l'Association Centrale des Laiteries coopératives de la Charente et du Poitou, qui groupait, en 1911, 70.000 familles, propriétaires de 190.000 vaches, traitait 250 millions de litres de lait et envoyait sur le marché 12 millions de kilos de beurre.

Une des associations coopératives les plus importantes, tant par la puissance de son rayonnement que par les branches multiples où son activité s'exerce, est l'Union du Plateau Central, qui compte 750 syndicats, édite un journal : l'Echo du Plateau Central (tirant à 30.000 exemplaires), qui a créé dans son sein des caisses de crédit agricole, d'assurances contre l'incendie, contre la mortalité du bétail, contre les accidents, etc. Elle donne en outre son appui à d'autres sociétés comme l'Union des Coopératives laitières, dans le Conseil d'administration de laquelle figure le général de Castelnau, et qui groupe 102 laiteries pour la fabrication du roquefort ; la Société d'exportation de Produits agricoles, qui s'occupe de la vente des produits du pays, etc.

Le nombre de ces coopératives de production, d'achat ou de vente était de 730, en 1921.

**Crédit agricole.** — La première société de crédit fut créée en 1885. En 1900, elles étaient au nombre de 87, groupant 2.175 adhérents ; en 1913, 4.533 sociétés groupaient 236.860 adhérents. Les caisses locales adhèrent aux caisses régionales, qui sont groupées dans une Fédération nationale.

**Assurances agricoles.** — Les syndicats agricoles se sont lancés dans la voie de la mutualité, pour pouvoir capter la confiance des paysans, par des avantages matériels capables de les retenir dans l'organisation : en 1911, on comptait 2.662 mutuelles contre l'incendie et 28 caisses de réassurances affiliées à la Caisse Centrale d'assurances contre l'incendie, créée en 1907. Les caisses contre la mortalité du bétail ont suivi la même progression : en 1911, il existait 8.869 caisses, groupant 473.747 membres, et 67 caisses de réassurances. D'autres sociétés contre la grêle, les accidents, etc., groupent aussi un grand nombre d'adhérents.

On voit, par cette simple énumération, à quelle force formidable se heurtera la propagande révolutionnaire parmi cette population agricole enrôlée, pour une grande part, dans les organisations bourgeoises.

### Le rôle social des syndicats agricoles

Constitués sous le couvert de la loi de 1884, les syndicats agricoles, tout en déclarant placer leur action sur le terrain professionnel et social et en prétendant exclure la politique de leurs préoccupations, ne sont en réalité que des entreprises à tendances nettement réactionnaires, dans lesquelles on s'est efforcé — au nom de la fraternité de classe qui, parait-il, est de règle à la campagne — de grouper pêle-mêle les gros propriétaires fonciers, les petits possédants, les fermiers, les métayers et les salariés agricoles.

Le *syndicat mixte*, englobant patrons et ouvriers, est, en effet, une des tendances caractéristiques des organisations bourgeoises à la campagne. Pourquoi ce mode de groupement, sur l'extension duquel insistent d'une façon particulière tous les congrès des Associations centrales agricoles, a-t-il été adopté ? Tout d'abord, parce que ses protagonistes prétendent faussement qu'« en agriculture, la limite qui sépare le patron de l'ouvrier n'est pas apparente comme dans l'industrie », et que « le groupement professionnel est l'association de tous les hommes, quelle que soit leur condition de naissance et de fortune, qui concourent à l'élaboration d'un produit déterminé ». En d'autres termes, ces affirmations constituent la négation de la lutte de classe à la campagne. C'est bien ainsi que l'entendait le comte de Rocquigny, en 1897, au 3<sup>e</sup> Congrès de l'Union Centrale des Syndicats agricoles, quand il disait que « la solution pacifique de la question sociale et le relèvement de la patrie ne peuvent être obtenus que par l'association libre dont la forme la plus complète est le *syndicat mixte*, le *syndicat d'union de classes* ».

Dès que les premiers *syndicats d'ouvriers agricoles* et de *bûcherons* se constituèrent et engagèrent des actions parfois très violentes pour améliorer leur misérable situation, les congrès agricoles insistèrent plus énergiquement pour la création de syndicats mixtes, dans le but d'étouffer tout mouvement de revendication des travailleurs des champs et des forêts. « En vue de ce but particulier (empêcher les grèves de se propager), disait M. Cheysson, au Congrès agricole de 1904, les syndicats doivent tendre, plus encore qu'ils n'ont fait jusqu'ici, à se donner le caractère de syndicats mixtes, c'est-à-dire à rapprocher dans leurs rangs, non seulement les propriétaires de tous ordres, mais aussi les *fermiers*, les *métayers* et les *ouvriers journaliers*. »

La généralisation de ce système, qui place sous l'influence des gros bonnets campagnards les petits propriétaires et les ouvriers agricoles et entretient la confusion dans leur esprit, constitue, en outre, une arme admirable pour barrer la route et empêcher la pénétration des idées révolutionnaires à la campagne, ainsi que le constatait en 1913, au Congrès de Nice, le comte de Clermont-Tonnerre. « Prêchant la fraternité humaine, les hommes de la Révolution ont entraîné la formation de deux classes ennemies : le patronat et le salariat, dont les siècles passés n'avaient pas connu l'antagonisme et que le xx<sup>e</sup> siècle a vu se dresser l'une contre l'autre ; mais seul peut être fécond le rapprochement, dans le même syndicat, de tous ceux qui vivent de la même profession. »

Placer les petits et moyens paysans sous l'influence des gros propriétaires fonciers et des hommes politiques qui dirigent les syndicats, empêcher l'éclosion de la conscience de classe chez les salariés agricoles et forestiers, tel apparaît le rôle social dévolu aux organisations bourgeoises à la campagne.

### Les organisations centrales et leurs forces

Les syndicats agricoles revêtent la forme la plus variée. Le plus souvent ils sont à base communale. Mais on trouve aussi des syndicats départementaux (Syndicat des Agriculteurs du Loir-et-Cher, 23.000 adhérents ; de la Manche, 15.000 membres) et même nationaux (Syndicat central des Agriculteurs de France, 19.000 adhérents).

Mais l'organisation agricole la plus puissante est

sans conteste ; l'*Union Centrale des Agriculteurs de France*, qui compte 28 Unions régionales, dont les plus importantes sont : celle du Sud-Est dirigée par M. de Fontgalland (510 syndicats) ; l'Union de Bourgogne et de Franche-Comté (470 syndicats) ; la Fédération du Nord (375 syndicats) ; l'Union du Périgord et des Landes, dirigée par M. de Marcellac, etc., etc.

L'Union centrale accuse un chiffre de 1 million de membres répartis dans 4.000 syndicats. Elle édite un bulletin qui tire à 11.000 exemplaires ; elle a créé en outre des caisses de mutualité, de retraite, de crédit, d'assurances contre l'incendie et la mortalité du bétail, qu'elle fédère dans une Union centrale des Mutualités agricoles qui groupe 3.356 mutuelles et gère une caisse centrale de réassurance.

Elle a créé également une Coopérative Centrale d'achat d'engrais à la tête de laquelle se trouve le comte Louis de Vogüé, dont le père, le marquis de Vogüé, est en même temps président d'honneur de l'Union Centrale des Agriculteurs de France et actionnaire de la Société de Saint-Gobain, qui, avec quelques autres firmes, monopolise la vente des engrais.

L'Union Centrale fait la politique des partis de droite. Fondée en 1886 par un groupe d'officiers démissionnaires et de propriétaires fonciers, dont quelques-uns sont « possesseurs des plus grands titres de l'Armorial français », sous la haute protection de la Société des Agriculteurs de France, elle est entre les mains de la réaction.

Bien qu'elle se défende de s'occuper de politique, elle ne manque pas de rentrer dans la lutte quand les intérêts de ses dirigeants sont en jeu. Elle intervint dans la mêlée électorale en 1919, en lançant, d'accord avec la Société des Agriculteurs de France, un manifeste dans lequel, après avoir déclaré « que pour donner à la production agricole toute l'impulsion nécessaire, il importait avant tout de lui assurer les conditions d'ordre et de paix sociale, indispensables à une bonne organisation du travail » — elle s'élevait contre les doctrines de la C. G. T., « qui ont pour effet, sinon pour objet, de troubler les relations des divers facteurs de la production », et formulait un certain nombre de revendications, parmi lesquelles nous trouvons : « Le respect de la liberté du travail en ce qui concerne l'agriculture, le respect et l'extension de la propriété individuelle, et la suppression de toute ingérence arbitraire de l'État dans la vie économique ».

Pour essayer de coordonner les efforts des divers groupements agricoles qui s'ignoraient et se combattaient entre eux, fut fondée, en 1919, la Confédération Nationale des Associations agricoles, dont l'autorité n'est pas suffisante pour faire taire toutes les rivalités, puisqu'on prétend aujourd'hui que « la C. N. A. A. n'est qu'une table autour de laquelle on cause, elle ne doit pas avoir d'autres prétentions » (1).

Cette rapide énumération des organisations bourgeoises à la campagne nous montre clairement les difficultés de notre tâche, qui consiste à arracher les paysans à l'influence délétère des politiciens bourgeois pour les faire participer, aux côtés de la classe ouvrière, à la lutte contre le capitalisme.

J. CASTEL.

(1) Augé Larribé : *Le paysan français après la guerre*.

# Le plan des Experts du Proletariat

**Projet de loi de la fraction communiste du Reichstag allemand sur la socialisation des grands moyens de production, déposé le 18 août 1924**

## PROPOSITION

Le Reichstag décide d'approuver le projet de loi suivant :

### Projet de loi sur la socialisation

Le Reichstag a décidé d'appliquer la loi suivante, qui sera promulguée avec l'approbation du Conseil d'Etat :

Article Premier. — **But de la loi.**

#### § 1<sup>er</sup>

Le but de la loi de socialisation est d'empêcher la colonisation de l'Allemagne et l'abandon de son économie (chemins de fer, banques, industrie) au capitalisme international, décidée par le rapport des experts ;

D'empêcher toutes les spéculations privées sur les marchandises et les capitaux, ainsi que l'abandon d'entreprises allemandes aux capitalistes étrangers ;

D'inaugurer le régime socialiste par une nouvelle organisation de la production, du commerce extérieur et de la répartition des biens par le pouvoir des soviets ouvriers ;

D'assurer la complète mise en exploitation des forces productives de l'Allemagne dans l'intérêt de la population laborieuse et surtout de mettre fin le plus rapidement possible à l'appauvrissement catastrophique, à la misère sociale et à la mortalité effroyable qui frappe la population laborieuse, les pensionnés, les invalides de guerre et les sans-travail.

Art. 2.

### L'expropriation des moyens de production

#### § 2

Seront expropriés, pour mettre en valeur, grâce à la socialisation, tous les moyens de production, soumis jusqu'ici à l'exploitation des capitalistes privés :

a) Toutes les entreprises minières et industrielles occupant plus de vingt ouvriers et employés, ou dont la valeur s'élève à plus de 50.000 mark-or ;

b) Toutes les entreprises de transports (chemins de fer, tramways, entreprises de transports automobiles et de navigation aérienne et maritime), ainsi que toutes les usines électriques et entreprises de ravitaillement d'eau, de gaz et d'électricité ;

c) Toutes les grosses entreprises commerciales et les Compagnies d'assurances ;

d) Toutes les entreprises commerciales groupant plus de 20 ouvriers ou employés et celles dont le chiffre annuel d'affaires s'élève à plus de 300.000 mark-or.

L'expropriation de la terre, des logements, des banques et entreprises de crédit est réglée d'après des clauses spéciales.

Art. 3

### Le contrôle ouvrier dans les entreprises socialisées

#### § 3

Sont à la base de l'administration des entreprises socialisées les Conseils ouvriers et les organes économiques créés par eux.

L'Allemagne est divisée en régions économiques. Dans chaque région économique, des Conseils ouvriers constitueront des Conseils de branches d'industrie qui, à leur tour, nomment le Conseil d'économie régionale.

Les représentants des Conseils de groupes d'industrie de chaque région économique constituent le Conseil national de leur branche d'industrie. Les Conseils nationaux d'industrie nomment des représentants au Conseil suprême de l'Economie.

#### § 4

Toutes les entreprises expropriées sont soumises au contrôle illimité du Conseil ouvrier, qui travaille conformément aux instructions du Conseil de groupe d'industrie et du Conseil de l'économie régionale. Les anciens propriétaires ou directeurs doivent se tenir à la disposition des Conseils ouvriers pendant toute la durée du travail pour tout ce qui concerne la gestion des entreprises. Ils n'ont aucun droit de direction.

#### § 5

La direction de l'entreprise est transmise aux commissaires de la production, qui sont rendus responsables devant le Conseil d'économie régionale et par là devant le Commissariat national de production.

Les grandes entreprises sont dirigées par un Conseil qui doit comprendre au moins un employé. Ce conseil est nommé par les Conseils d'entreprise locaux et, plus tard, par les Conseils de l'économie régionale. Les Conseils de groupe d'industrie et les syndicats correspondants ont le droit de faire des propositions.

#### § 6

Pour assurer, en face des commissaires de production, l'influence des ouvriers et des employés des différentes entreprises sur la direction de ces entreprises, les Conseils ouvriers ont le droit de contrôler tous les livres et toute la correspondance. Les Conseils ouvriers sont tenus de faire des rapports aux organes des Conseils de l'économie régionale. Ils auront le droit également de faire des rapports devant le Conseil suprême de l'Economie ou de lui adresser des plaintes.

Art. 4

### Création de Syndicats de production pour la direction de l'industrie

#### § 7

Les entreprises expropriées sont groupées par régions sous la direction des Conseils de groupe d'industrie et, dans tout le territoire du Reich, en syndicats de production, en utilisant les institutions actuelles de trusts, de cartels, de concerns, de syndicats, etc.

## § 8

Les Syndicats de production règlent la marche de la production et le ravitaillement en matières premières et en combustibles et la répartition sur les différentes entreprises de leur branche d'industrie. Ils organisent la vente des produits de leur branche d'industrie en se basant sur une calculation commerciale et au prix de revient.

## § 9

Les Conseils de l'économie régionale, qui sont constitués par les représentants des différents Conseils de groupes d'industrie, sont chargés de surveiller la vie économique de la région en collaboration avec le commissaire de l'économie régionale nommé par le Conseil suprême de l'Économie du Reich.

## § 10

Le Conseil suprême de l'Économie du Reich est composé des représentants des différents groupes nationaux d'industrie et des représentants des coopératives de consommation. Il est chargé d'élaborer le plan de la production socialiste ; il en contrôlera la mise en application. Le Conseil suprême de l'économie, conformément au plan économique, fournit les instructions d'après lesquelles les Conseil nationaux des groupes d'industrie devront diriger leurs syndicats de production.

## Art. 5

**La socialisation de l'agriculture**

## § 11

La terre, les richesses naturelles, cours d'eau, lacs et forêts sont déclarés propriété nationale.

L'administration et la mise en exploitation sont réglées d'après le principe que la terre doit être administrée par ceux qui la cultivent.

## § 12

Toutes les grandes propriétés foncières d'une étendue de plus de cinquante hectares et formant une unité économique, sont socialisées avec tout leur inventaire et tout leur capital. Tous les droits seigneuriaux (droits de chasse, pêche, imposition, etc., etc.) sont supprimés, ainsi que tous les droits de fidei-commis.

## § 13

Les ouvriers agricoles, journaliers, artisans et employés, occupés dans les grandes entreprises agricoles, constituent des coopératives de production, sous la direction du Conseil d'exploitation. Ces coopératives de production continuent à exploiter l'entreprise sous la direction des organes prolétariens de l'État.

La direction de ces coopératives de production est mise entre les mains de commissaires à la production, nommés par les Conseils de l'économie régionale. Leur tâche principale est le ravitaillement de la population urbaine et de la milice prolétarienne.

## § 14

Les grandes propriétés foncières, qui, n'étant pas exploitées comme unités économiques, mais au contraire divisées en petits fermages, sont laissées aux fermiers qui les ont travaillées jusqu'ici.

## § 15

Les grandes entreprises agricoles dont les parcelles se trouvent disséminées entre les terrains des petits paysans sont, au cas où elles ne seront pas d'une importance considérable pour le ravitaillement des centres industriels, partagées — sous le contrôle des Conseils de l'économie régionale — entre les petits paysans de la région, de

telle sorte que ceux-ci puissent se subvenir à eux-mêmes et contribuer à l'amélioration du ravitaillement des villes. Ce partage des terres doit se faire en accord avec les Conseils des petits paysans et les Conseils d'exploitation agricole.

## § 16

Les forêts, la chasse, les terres en jachère, les cours d'eau, les lacs et les étangs sont administrés par les coopératives agricoles. Les propriétés communales restent aux communes.

## § 17

L'État favorise l'organisation coopérative des petites exploitations au moyen du crédit à bon marché, par la construction d'un réseau étroit de stations électriques, par la livraison à bon marché d'engrais et de machines et de bâtiments à utiliser en commun, par l'organisation de l'enseignement professionnel agricole et la mise à la disposition gratuite de professionnels de l'agriculture.

## § 17 bis

Les hypothèques grevant la petite propriété sont nationalisées ; elles ne peuvent être dénoncées ; l'État peut les éteindre.

## § 18

Les exploitations dirigées par l'État, ainsi que les petites entreprises organisées en coopératives livreront leurs produits, à l'exclusion de tout commerce intermédiaire, aux coopératives urbaines ou aux communes pour la répartition entre les consommateurs.

## Art. 6

**Nationalisation des banques**

## § 19

Toutes les banques et entreprises de crédit poursuivant des buts lucratifs sont nationalisées. Elles sont transformées en organes d'État — en vue de servir à l'économie socialiste — et groupées sous la direction d'une banque centrale d'État.

## § 20

Le Conseil suprême de l'Économie met à la tête des banques et des établissements de crédit expropriés des commissaires aux finances qui, en collaboration avec le Conseil d'employés, doivent assurer la sécurité des dépôts des banques et la continuation de la gestion. Les anciens directeurs et chefs de banques sont tenus de se mettre à la disposition des commissaires aux finances.

## § 21

Les banques nationalisées doivent continuer toutes les opérations bancaires nécessaires aux entreprises socialisées et aux syndicats de production.

Les entreprises non socialisées et les petits paysans peuvent continuer leurs opérations financières — en vue de paiement des salaires, du ravitaillement en matières premières et en combustibles — auprès des banques et institutions de crédit nationalisées.

Il n'est permis de retirer des dépôts appartenant à des personnes privées que de petites sommes, toutes les semaines, et seulement dans un but de consommation.

## § 22

Toutes les sommes en monnaies ou devises étrangères, ainsi que toutes les valeurs étrangères appartenant aux personnes et aux entreprises résidant en Allemagne, qu'elles soient étrangères ou non, seront, dès la mise en application de cette loi, confisquées au-dessus d'un certain taux et remises aux banques nationalisées.

Toute aliénation des sommes et biens confisqués sera, dès la mise en application de cette loi, déclarée nulle et non avenue, sans aucune espèce d'indemnité.

## Art. 7

**Monopole du commerce extérieur**

## § 23

L'exportation et l'importation de toutes espèces de marchandises sont du ressort des syndicats de production et des coopératives.

Ces opérations nécessitent, dans tous les cas, l'approbation de la section du commerce extérieur créée par le Conseil suprême économique du Reich, qui devra examiner si l'affaire en question est utile à la vie économique du pays.

Les syndicats de production sont tenus, en vue de renforcer le commerce extérieur, d'organiser, le plus rapidement possible, des exportations pour permettre, en retour, l'importation des matières premières et des articles de consommation les plus nécessaires.

## Art. 8

**Création des coopératives**

## § 24

Les coopératives de production et de consommation des paysans et des classes moyennes des villes continuant à fonctionner ainsi que les coopératives de consommation des ouvriers et des employés. Les Conseils d'économie régionale et les commissaires à l'économie devront soutenir énergiquement ces coopératives et travailler à les développer en tant qu'organismes de production et de répartition.

## Art. 9

**Socialisation des logements**

## § 25

Toute la propriété bâtie, à l'exception des habitations paysannes et des bâtiments d'exploitation paysanne, des bâtiments des coopératives, sont expropriés.

## § 26

Toutes les maisons expropriées sont soumises à l'administration des Conseils de locataires et de leurs organes. Ceux-ci devront organiser immédiatement le logement méthodique des familles nombreuses dans les habitations bourgeoises à confisquer.

## § 27

Les Conseils de locataires et leurs organes doivent, en collaboration avec les Conseils ouvriers d'industries du bâtiment, entreprendre immédiatement et méthodiquement la construction de logements pour les ouvriers, en particulier pour les sans-abri. En même temps, on doit travailler à la mise en état des logements abandonnés.

## Art. 10

**Clauses générales**

## § 28

Quiconque contreviendra aux instructions des organes créés par cette loi, quiconque abandonnera son exploitation ou essayera, d'une manière ou d'une autre, à tourner cette loi, sera puni de prison.

Quiconque essaiera, en principe, de faire échec à l'application de la socialisation et de la nationalisation, ou qui opposera une résistance ouverte, sera puni des travaux forcés.

## § 29

La loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Berlin, le 18 août 1924.

**Exposé des motifs sur la loi de socialisation**

## I

La guerre capitaliste, le traité de pillage de Versailles, la politique d'inflation et la guerre de la Ruhr ont précipité le régime capitaliste de l'Allemagne dans une crise si profonde qu'actuellement la vie économique de l'Allemagne, complètement ébranlée et affaiblie, est dans l'impossibilité de se rétablir par ses propres moyens et s'écroule complètement.

Les restrictions dans la production, le sabotage, la fermeture d'entreprises, le chômage permanent, les impôts formidables qui font élever les prix, la décomposition et la chute des classes moyennes et la ruine menaçante des petits paysans prouvent journellement l'impossibilité de rétablir la vie économique de l'Allemagne sur la base de la propriété capitaliste.

Le système capitaliste, qui repose sur l'exploitation des sans-propriété par les possesseurs des moyens de production, ce système qui n'a comme seul moteur que l'enrichissement personnel et l'augmentation du taux d'exploitation, n'est plus en état de développer les forces productives du peuple allemand. Il est devenu un obstacle, un système économique réactionnaire.

Le capitalisme en Allemagne n'est même plus en état d'assurer l'existence matérielle du prolétariat, sur l'exploitation duquel repose son existence. Avec le chômage, la mortalité s'accroît, le chiffre de la natalité diminue rapidement, l'émigration est le dernier espoir d'innombrables ouvriers allemands.

## II

Etant donnée cette banqueroute et reconnaissant l'incapacité du capitalisme allemand de se maintenir en tant que puissance indépendante dans la vie économique internationale, celui-ci, en acceptant le rapport des experts, brise l'existence du peuple allemand en tant que nation indépendante. Les magnats du capital allemand, les chefs des grands trusts veulent échapper à la banqueroute en essayant, eux, les profiteurs de la guerre, les profiteurs des réparations, les profiteurs de la politique d'inflation et de l'aventure de la Ruhr, de conclure un pacte avec les capitalistes étrangers. Le rapport des experts leur fournit la base de ce pacte.

## III

Le rapport des experts est un rapport capitaliste, fait par des capitalistes dans leur unique intérêt. Les agents du capital ne peuvent pas être des experts dans l'intérêt des larges masses des travailleurs et des classes moyennes.

Leur rapport rejette brutalement et ouvertement tous les frais des réparations de la guerre impérialiste perdue, sur le dos des travailleurs, surchargés déjà jusqu'à l'écroulement. Le prolétariat allemand oppose au rapport des experts capitalistes son propre rapport.

Le prolétariat allemand ne paie pas — contrairement à ce qu'affirment Dawes et consorts — trop peu d'impôts de consommation. Depuis des décades, il paie des impôts extraordinairement élevés sur tous les articles de consommation. Ce n'est pas leur augmentation, mais leur suppression qui est nécessaire pour l'économie et pour la

classe ouvrière allemande. Les chômeurs en Allemagne ne reçoivent pas un secours trop élevé, mais au contraire trop minime, à tel point qu'ils sont condamnés à la famine, eux et leurs familles. La mortalité parmi les chômeurs enfle d'une façon épouvantable depuis des mois.

Les prix des articles de consommation les plus importants et des transports ne sont pas trop bas en Allemagne, mais extraordinairement élevés, à tel point que les salaires, qui diminuent d'une façon constante, ne suffisent plus pour procurer le nécessaire aux ouvriers et sont devenus de nouveau des salaires de famine comme aux jours les plus sombres de la période d'inflation. Cette situation épouvantable sera encore aggravée par les impôts que demandent les experts étrangers.

#### IV

Le caractère capitaliste du rapport apparaît manifestement dans la troisième revendication aux termes de laquelle la propriété nationale allemande et le capital allemand devront être livrés aux capitalistes étrangers.

La banqueroute du système capitaliste en Allemagne, en tant que système d'économie indépendante, en tant que représentant d'une civilisation nationale indépendante, est scellée par le contrôle à instituer, conformément au plan Dawes, par la finance internationale, scellée par la dictature des généraux et des commissaires du capital de l'Entente.

Le prolétariat allemand, éclairé par une longue éducation socialiste, et riche de l'expérience de la Révolution russe, se croit assez expert pour pouvoir — à la place de l'abandon au capitalisme international des chemins de fer — appliquer la socialisation des transports ; à la place du contrôle de la finance internationale, nationaliser les banques allemandes ; à la place de l'abandon de toute l'industrie au capitalisme international, socialiser l'industrie allemande et, à la place du contrôle des commissaires capitalistes à l'étranger, organiser le contrôle de l'économie.

Les mesures envisagées par le présent projet de loi et exécutées par les organisations des ouvriers, employés, fonctionnaires et petits paysans allemands et leur organe politique, rétablira l'économie et sauvera la nation allemande.

#### V

C'est pourquoi le projet de loi propose la socialisation immédiate de l'industrie, des moyens de transport, du commerce, des logements, de l'agriculture, ainsi que la nationalisation de la terre et des banques.

Seules, les entreprises qui ne se proposent pas la réalisation d'un profit capitaliste et qui n'exploitent aucune force de travail, mais servent uniquement à l'entretien de leurs propriétaires (petits artisans, petits paysans, etc.), sont soustraits à la socialisation.

Les coopératives sont constituées et incorporées au système de production socialiste comme des organes économiques très importants.

Les organes de la socialisation sont : le Conseil d'entreprise (Conseil d'ouvriers, d'employés, de petits paysans, et Conseils d'exploitation agricole). Ces Conseils des masses laborieuses constituent l'épine dorsale du système de production et d'administration socialiste et défendent les intérêts prolétariens avec la dernière énergie contre tous les éléments ennemis.

Le but du système de production socialiste est

d'obtenir, après avoir assuré le pouvoir prolétarien au moyen de l'organisation de l'économie d'après les besoins, et d'une augmentation de la production, une amélioration de la situation matérielle et une élévation du degré de culture des larges masses populaires.

#### VI

Le monopole d'Etat du commerce extérieur est le complément indispensable de la nouvelle organisation de la production et du commerce intérieur. Le monopole du commerce extérieur doit régler utilement, pour la vie économique du pays, l'échange de marchandises avec l'étranger, empêcher tout transfert de capitaux et de marchandises à l'étranger, faire cesser les importations inutiles, et fournir au pouvoir prolétarien un moyen efficace contre les attaques des capitalistes.

#### VII

La socialisation en Allemagne doit être assurée par une alliance étroite avec le seul Etat prolétarien : l'Union des Soviets russes, et par un appel aux ouvriers et paysans de tous les pays, en vue d'empêcher toute attaque contre une Allemagne prolétarienne. Ce n'est que par ce moyen de la socialisation de la production que pourra être réglée la question des réparations. Cette socialisation n'apporte pas une solution agréable aux capitalistes de l'Entente comme celle qu'offre le rapport des experts du plan Dawes.

La socialisation des moyens de production en Allemagne trouvera un écho révolutionnaire auprès des ouvriers et des paysans des pays de l'Entente. Ceux-ci ne permettront pas qu'un Etat prolétarien soit, pour des paiements de réparations au capitalisme international, exposé à la violence militaire. Soutenu par la confiance des masses laborieuses de son propre pays, et appuyé sur les sympathies du prolétariat des pays voisins et sur l'alliance de la République des Soviets russes renforcée, un pouvoir des Conseils prolétariens en Allemagne pourra, au lendemain de la socialisation, surmonter toutes les difficultés, dans la ferme intention non pas de rejeter toutes les charges, comme le souligne nettement le rapport des experts capitalistes, sur les épaules du prolétariat et des classes moyennes, mais de tirer les ressources nécessaires de l'expropriation de la grande bourgeoisie.

#### VIII

Les auteurs de la présente proposition se rendent parfaitement compte qu'aucun gouvernement capitaliste démocratique ne réalisera la socialisation des moyens de production. Cette socialisation nécessite une transformation fondamentale de l'organisation capitaliste de l'Etat dans le sens de la remise de tous les pouvoirs politiques aux organes des classes laborieuses (Conseils ouvriers).

Cette domination des masses des travailleurs allemands suppose que les couches laborieuses du pays (ouvriers, employés, fonctionnaires, petits paysans), dans leur propre intérêt, dans celui de l'existence nationale de l'Allemagne et du rétablissement de la vie économique du pays, se préparent sur le terrain politique, économique et militaire, en vue de la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste actuel et de son remplacement par l'organisation socialiste.

En combattant pour la République socialiste, les masses laborieuses sauveront leur propre existence, ainsi que l'existence de l'économie allemande et du peuple allemand.

# La crise du Fascisme

*De l'assassinat de Matteotti aux incidents de Naples. — La passivité de l'opposition constitutionnelle. — Le culte de la légalité chez les socialistes réformistes. — Le Vatican et les jésuites. — Le réveil de la classe ouvrière.*

Deux faits caractérisent la situation en Italie : la reprise de l'activité du fascisme extrémiste et le relèvement du mouvement ouvrier et paysan. Un nouveau choc des forces de la réaction et du prolétariat se prépare.

Le fascisme déposait, à la fin de 1923, son bilan politique, un bilan passif. Crise dans le *fascio*, situation économique et politique ne comportant pas de solution. Les élections du 6 avril le compromirent encore gravement en révélant l'abîme existant entre les « chemises noires » et la majorité de la population, classe moyenne, prolétariat, paysans. L'assassinat de Matteotti fit apparaître les plaies intérieures du fascisme. Ce crime est une preuve des déchirements intérieurs du *fascio*. Tous les responsables de l'assassinat appartenaient au milieu dirigeant les plus hauts placés du Parti gouvernemental et du gouvernement ; et de nouvelles révélations ne sont pas exclues ; sans être précisément inattendues, elles pourraient produire, dans l'opinion, en Italie et à l'étranger, une émotion plus profonde encore que celle des révélations passées...

Après l'assassinat de Matteotti, le fascisme sembla ne pas devoir se relever du coup que venaient de lui porter quelques-uns de ses propres chefs, amis intimes de Mussolini. *Ce fut la faiblesse de ses adversaires et des partis prolétariens qui lui laissa la faculté de se ressaisir.* Rien ne permettait de prévoir, à la veille, qu'une situation se présenterait si promptement, dans laquelle le prolétariat pourrait tenter une offensive susceptible d'être couronnée d'un succès au moins partiel. Si même, d'ailleurs, l'événement avait pu être prévu, les masses laborieuses de l'Italie, ployées depuis trois ans sous un joug implacable, n'auraient pu, sans préparation, prendre une initiative. Le prolétariat italien est un convalescent. Il est certain qu'il recouvre ses forces et aussi que des secousses prématurées ne pourraient que lui être préjudiciables.

Malgré ses cent cinquante mille « chemises noires », le fascisme, si désarmé et si faible à la mi-juin, se sentit plus fort que les partis d'opposition. L'assurance, peu à peu, lui revint. Il y a toute une gamme de nuances entre le discours effaré et effrayé de Mussolini au lendemain du crime de ses amis Finzi, Marinelli, Filipelli, Dumini et son discours belliqueux d'il y a quelques jours, au Conseil National du Parti Fasciste. Le *fascio* ne s'est jamais encore senti aussi isolé qu'aujourd'hui : mais ses chefs déclarent que leur parti, le plus fort, n'abandonnera le pouvoir que lorsqu'un autre parti le lui aura pris dans la rue.

Que fait l'opposition libérale et socialiste (comprendant aussi des éléments catholiques) devant un ennemi aussi résolu ? Après la disparition de Giacomo Matteotti, l'opposition se retira du Parlement et forma un bloc. Le Parti Communiste préconisa la grève générale. Les autres partis, craignant de voir les communistes prendre la direction de l'immense protestation populaire, décidèrent alors — avec l'assentiment des socia-

listes réformistes (du Parti de Turati, auquel appartenait aussi l'assassiné) et celui des maximalistes de l'*Avanti* — que les partis du bloc ne pourraient entreprendre aucune action qui ne fût unanimement approuvée par le bloc parlementaire. Ce jour-même, les communistes se retirèrent. Les socialistes aiaient faire à leur aise la politique passive et bourgeoise de « l'opposition constitutionnelle ».

Dans la *Giustizia*, socialiste réformiste, le député Gino Baldesi ne vient-il pas d'écrire que l'opposition n'emploierait pas la violence contre le fascisme et se servirait exclusivement des armes légales ? — A la lettre ! Des groupes d'opposition constitutionnelle se sont formés çà et là, mais toute leur activité se borne à l'adoption d'appels et de protestations éloquentes. Le gouvernement a défendu leurs réunions sans réussir à les faire sortir de la légalité. L'incident de Naples est le premier, le seul ; à Naples, l'opposition a tenté de se réunir, malgré l'interdiction. Des milliers de manifestants sont descendus dans la rue. Des fascistes ont tiré sur cette foule. Trois morts sont restés sur le carreau. Un conflit s'est produit entre la milice fasciste et les carabinieri, qui ont eu une dizaine de blessés. (Au moment où nous traduisons cet article de notre correspondant italien, nous apprenons que de nouveaux incidents plus significatifs encore viennent de se produire à Naples, après la découverte, si suspecte, du corps de l'infortuné Matteotti. Il semble bien que la milice fasciste de Naples — ville où l'élément communiste exerce une grande influence — soit incapable de « maintenir l'ordre » et que la troupe régulière soit plutôt sympathique au mouvement antifasciste. — *La Réd.*)

La sortie du Parti Communiste du bloc de l'opposition n'avait pas été bien comprise sur l'heure de tous les ouvriers. Ceux que le langage « énergique » de la presse d'opposition a d'abord leurrés se rendent maintenant compte de la nécessité pour le Parti Communiste, *seul parti de la classe ouvrière*, d'avoir sa tactique qu'il rend responsable de la formation et de la victoire du fascisme, et à laquelle il reproche de préparer l'avènement d'un nouveau gouvernement également ennemi de la classe ouvrière que soutiendraient — toujours à la disposition de la classe ouvrière — les socialistes réformistes et maximalistes. Les communistes italiens affirment que l'heure est venue d'envisager la *grève générale antifasciste*, non comme une protestation, mais comme la préparation du soulèvement de toute la classe ouvrière.

Il est vrai que les organisations adhérentes à l'opposition, telles que la ligne des *Combattants de la libre Italie*, tendent à insuffler au bloc un esprit combatif et aspirent à combattre le fascio dans le domaine des réalités, c'est-à-dire les armes à la main. Ce n'est qu'une minorité.

Le Vatican et la grosse bourgeoisie catholique sont alarmés de l'attitude du Parti *Popolare* — parti des petits paysans catholiques qui seraient enclins à marcher à fond avec l'opposition. La *Civiltà Cattolica*, la vieille revue des jésuites, vient de donner à ce sujet un article significatif invitant tous les fidèles à ne point en appeler à la violence et à se contenter des armes légales. « Quand un gouvernement ne peut pas être battu



sur le terrain de la légalité, mieux vaut encore le soutenir que de recourir aux armes » : tel est le subtil raisonnement des jésuites. Ainsi la possibilité d'une collaboration des catholiques et des socialistes s'écarte.

L'article de la *Civiltà Cattolica* est d'un ton philofasciste. Mentionnons aussi la formation toute récente d'un Centre Catholique National, qui réunit des vieux cléricaux n'ayant jamais appartenu au *Partito Popolare* et des membres de ce dernier exclus pour avoir approuvé Mussolini. Ce Centre Catholique National a une douzaine de députés, élus sur la liste de la majorité fasciste, et compte un ministre, M. Nava (Economie).

D'aucuns voient là les indices de la sympathie du Vatican pour le fascio. Mais le Vatican a, depuis un an, été fort sympathique au fascisme, quoique sans cesser de soutenir le Parti Populaire. Le Vatican a deux sortes de politiques, entre lesquelles il n'y a peut-être pas, d'un point de vue historique supérieur, de contradiction. La formation du centre catholique n'a pas, du reste, une grosse importance.

Nous avons dit que le mouvement ouvrier se relève. Cela est vrai de toutes les catégories d'ouvriers, y compris celles que les corporations fascistes embrassent. Le fascisme est encore menaçant. *Il continue à tuer*. Mais les ouvriers sentent la nécessité de lui faire face, et c'est nouveau. Plus le fascisme sentira le sol se dérober sous ses pieds, et plus les assassinats d'ouvriers se multiplieront sans doute. Mais la combativité des travailleurs, qui ne se manifeste pour le moment que dans des groupes définis, gagne et s'étend.

L'opposition fait son possible pour bénéficier du réveil de la classe ouvrière, et c'est sur ce point que le Parti Communiste doit montrer ses capacités de direction. La récolte des céréales sera, cette année, en Italie, au-dessous de la moyenne. Dans plusieurs régions, la sécheresse a eu de graves conséquences. Le gouvernement devra acheter à l'étranger environ trente millions de quintaux de blé, ce qui représente une dépense de trois à quatre milliards de lires qui ne pourra être faite sans entraîner, pour le contribuable, de nouvelles charges. Le gouvernement de Mussolini ne peut rien tenter pour réglementer le commerce des blés, la liberté du commerce étant un de ses articles de foi. Les petits paysans sont déjà accablés par le fisc. Le *bill Johnson* ferme à peu près l'Amérique aux émigrants italiens. La situation intérieure est donc loin d'être brillante.

Le Parti Communiste vient de reconstituer sa section agraire. Celle-ci va s'efforcer d'organiser les paysans du Sud, les plus atteints par la crise, sous les mots d'ordre suivants : *Rien de commun avec les partis qui ont trahi les paysans ! Les paysans s'organisent et se défendent eux-mêmes !* — Tous les partis de l'opposition, comme, d'ailleurs, les fascistes, se disputent le paysan. Notre tâche est de le libérer des uns et des autres. Il n'est pas exagéré de dire que le dénouement du prochain duel entre la classe ouvrière italienne et le fascisme dépendra du degré d'indépendance politique des petits paysans vis-à-vis des vieux partis et de la solidité de leur alliance avec les ouvriers.

Ruggiero GRIECO.

## M. Dawes et son Plan

*Pourquoi interviennent les Etats-Unis. — Une vieille histoire sur M. Dawes : l'affaire Lorimer. — M. Dawes, antidémocrate, est un vieil ennemi de la classe ouvrière. — Ce que les capitalistes attendent de son œuvre.*

La décadence du capitalisme européen continue. Les marchés que l'Europe offrait à l'Amérique continuent à se rétrécir. D'énormes stocks de marchandises s'accumulent aux Etats-Unis. Et leur accumulation a pour conséquence le chômage et la fermeture des entreprises.

Près de la moitié environ des réserves d'or du monde gît dans les coffres-forts des banques américaines. De ces immenses richesses, beaucoup ne peuvent trouver leur emploi. Les Etats-Unis, possesseurs de la plus grande partie des biens de la civilisation actuelle : confort, outillage et capitaux, souffrent de la crise du capitalisme mondial. Le contre-coup de la guerre les atteint.

La tendance n'est pas neuve, mais son intensité s'accroît : les capitalistes américains, avantagés par le chômage, s'attaquent de nouveau à la journée de travail et aux salaires. Un nouvel effort pour l'*Open Shop* — emploi de non-syndiqués dans l'industrie : « liberté de l'atelier » (pour le patron) — a commencé avec la campagne présidentielle. Le parti républicain prétend, en effet, porter au pouvoir Calvin Coolidge, l'homme à poigne qui brisa des grèves, et Dawes, le champion de l'*Open Shop*.

Le gouvernement des Etats-Unis a suivi avec une grande appréhension les intrigues des grou-

pements capitalistes d'Europe. L'Angleterre et la France se refusaient à reviser le traité de Versailles, si préjudiciable aux intérêts américains, tant que les Etats-Unis n'auraient pas renoncé à leurs créances sur les deux pays alliés, créances dont le montant s'élève à 11 milliards de dollars. Le travail patient de P. Morgan sépara pourtant l'Angleterre de la France par un règlement de la question des dettes anglaises. La France, isolée, est peu à peu forcée de céder au capital yankee, dont le résultat de la Conférence de Londres prouve la situation dominatrice.

L'occupation de la Ruhr et le mariage forcé du charbon allemand et du fer français menaçaient la puissance américaine dans sa base : la production de l'acier. L'Allemagne, marché pour l'Angleterre et l'Amérique, allait disparaître. Une révolution y grondait. Le splendide isolement de la démocratie américaine ne pouvait plus durer. C'est pourquoi les Etats-Unis ont participé à la Conférence de Londres. C'est pourquoi M. Dawes est l'inspirateur du plan des experts. C'est pourquoi M. Owen D. Young surveillera l'asservissement de l'Allemagne.

En octobre dernier, lorsque les événements d'Allemagne inspiraient aux alliés les plus vives inquiétudes, le secrétaire d'Etat de Washington, M. Hughes, répondant à lord Curzon, exprimait en ces termes les craintes de l'Amérique :

« La situation présente, disait-il, rend impérieusement nécessaire l'application d'un plan financier

susceptible d'éviter à l'Europe un désastre financier dont les conséquences seraient universelles. »

Pour établir ce plan, M. Hughes recommandait de choisir « des hommes expérimentés et respectés, faisant hautement autorité dans le monde financier ». C'est ainsi que fut annoncée l'entrée en scène du porte-parole de la finance américaine, chargé de repêcher l'impérialisme capitaliste, le général de brigade Charles G. Dawes.

\*\*

Une partie du plan Dawes consiste à placer en Allemagne de l'or américain, destiné à servir de base à l'assainissement des finances allemandes sous le contrôle allié, c'est-à-dire américain. Il y aura une monnaie allemande, mais qui appartiendra en réalité aux banques américaines. On pourrait croire que ce projet Dawes est nouveau. En réalité, le général Dawes s'est inspiré d'une vieille expérience personnelle, qui date exactement de douze ans.

Un aventurier financier, M. William Lorimer, un des plus grands corrupteurs des Etats-Unis, dirigeait en 1912, à Chicago, la *Lasalle Street Trust and Savings Bank*. L'inspection financière de l'Etat révéla un beau jour qu'il manquait dans les caisses de la firme Lorimer, 1.250.000 dollars. Lorimer n'était pas moins ruiné que le capitalisme allemand. D'urgence, il lui fallait un assainissement et des « réparations ». Il s'adressa à M. Dawes, alors président de la *Central Trust Company*. Et l'on fit une affaire. Dawes prêta au banquier Lorimer les 6.260.000 francs-or qui lui manquaient. La présence de ce capital dans les caisses de la firme Lorimer, constatée par l'inspection financière, l'argent rentra tout de suite à l'établissement Dawes. Ce fut un bel escamotage.

La déconfiture de la banque Lorimer ne se produisit qu'en 1914. Ses créanciers assignèrent la banque Dawes devant les tribunaux, lui réclamant les 1.250.000 dollars escamotés. En mai 1917, le juge Frederick A. Smith condamnait la banque Dawes à payer cette somme. Mais M. Dawes, financier finatois, était doublé d'un politique habile, qui sut faire intervenir d'autres juges, plus accommodants. Finalement, ce furent l'Etat et les créanciers de Lorimer qui écopèrent. Dawes ne déboursa que 79.808 dollars.

Dès lors, sa réputation était faite. Cet homme précieux allait être chargé des achats pour le ravitaillement de l'armée américaine dans la guerre du droit et de la démocratie. Les fortunes édifiées par les profiteurs de la guerre, les pots-de-vin fabuleux encaissés par des grands patriotes échappèrent à son attention vigilante. Quand, plus tard, le Congrès législatif forma une commission d'enquête sur les bénéfices de guerre, M. Dawes y comparut dans la posture du financier vertueux et indigné qui défendait avec une fermeté inébranlable les « résultats moraux de la guerre ».

Le 22 février 1923, M. Dawes, parlant au club de l'*Union League* de Chicago, disait que l'injonction Daugherty — qui avait brisé la grève des cheminots — marquait pour lui « le commencement d'une ère nouvelle dans l'ordre et la légalité ». Dans le même discours, M. Dawes embrassait les principes de la dictature capitaliste. Il disait textuellement :

« L'histoire a montré que la démocratie est la forme de gouvernement la plus désastreuse... La démocratie mène à la tyrannie de la populace (*tyrannical mob rule*)... »

Tel est l'homme qui a dirigé l'élaboration du plan des Experts, plan d'asservissement aux banques Morgan du travail allemand d'abord, du travail européen ensuite.

Il est dit, dans le rapport Dawes : « Les réparations ne peuvent être payées que grâce à un supplément d'activité économique du pays. Deux possibilités existent seulement quant à cela : 1° ou les ouvriers allemands doivent produire davantage et consommer moins ; 2° ou le capital germanique doit prélever le montant des réparations sur les bénéfices qu'il extorque au travail. »

Mais le plan Dawes est clair. Ce sont les travailleurs qui paieront. M. Dawes le dit tranquillement : « Il n'y a pas lieu de s'attendre aujourd'hui en Allemagne à des augmentations de salaires. » Il conseille de supprimer des allocations de chômage et de licencier encore un certain nombre d'ouvriers et employés de chemins de fer. S'agit-il d'imposer le capital ? Les experts et M. Dawes estiment que c'est à l'Allemagne capitaliste d'en décider. S'agit-il de fixer le minimum des besoins du travailleur ? Les experts et M. Dawes n'emploient que les termes les plus évasifs. Ce niveau « varie de pays à pays et même dans un seul pays, de région à région ». Ah ! oui.

Pour la première année, l'Allemagne — l'Allemagne qui travaille et qui a faim — devra payer 1 milliard de marks or. L'année suivante davantage. En tirer cette somme sans troubles ni révolution, c'est l'affaire du gouvernement de Berlin.

Ces sommes énormes ne peuvent, en définitive, qu'être payées en marchandises. Or, les pays d'Europe Occidentale et de l'Amérique ne savent déjà plus où placer leurs marchandises. Quel sera, pour les travailleurs d'Angleterre et d'Amérique, l'effet de l'exploitation intensifiée du travail allemand se traduisant par l'envahissement des marchés par les marchandises allemandes ou par des marchandises dont les bas salaires d'Allemagne assureront le bas prix ?

Toute la puissance de la finance américaine, appuyée par l'Entente, accable maintenant le prolétariat allemand. Le plan Dawes ayant produit son effet en Allemagne, aura ses répercussions en Angleterre et en France, puis en Amérique même.

Les hommes d'affaires de la *Wall Street* s'y attendent. Je découpe dans leur organe, la *Commercial and Financial Chronicle*, les lignes que voici :

« Le plan Dawes adopté, l'industrie européenne recouvrant, avec la confiance, une nouvelle impulsion, les produits européens, favorisés par une rétribution du travail de beaucoup inférieure à celle qui est de règle aux Etats-Unis, vont probablement envahir le marché américain. Si le travail ne consent pas à d'intelligentes réductions des salaires, il souffrira de la diminution des offres d'emplois. »

Quoi de plus clair ? Pour les travailleurs d'Amérique, de France et d'Angleterre, le plan Dawes, c'est la concurrence avec l'esclavage des Allemands ou le chômage dans des proportions effrayantes. C'est aussi, sous l'égide du général Dawes, vieux banquier retors et champion de l'*Open Shop*, une offensive internationale contre les syndicats. Et le salut n'est que dans la solidarité internationale, dans le rassemblement des syndicats autour de l'I. S. R., dans la révolution allemande.

George HARRISON (Chicago).

# M A Y E N C E

## Une date historique

L'importance des événements est fort différente selon qu'on se place au point de vue de l'opinion bourgeoise ou de la pensée prolétarienne, assez en avance sur le temps présent, puisqu'elle est celle d'une classe jeune, qui ne fait que d'entrer sur la scène de l'histoire, qui n'était rien hier — comme le Tiers Etat français en 1789 — et sera tout demain. La fondation d'un syndicat dans une petite cité industrielle, un congrès d'ouvriers, une grève, un procès politique, événements dédaignés de la grande presse et de l'histoire officielle, peuvent être d'une plus grande portée réelle pour l'avenir qu'une bataille gagnée par un Mackenzen ou par un Foch dans le sang de trois cent mille hommes, qu'un traité diplomatique, qu'un avènement de souverain ou qu'une chute de ministre. — C'est ainsi, qu'à nos yeux, le procès de Mayence constitue déjà un des événements les plus marquants de l'année 1924. Il faut y revenir.

Les faits sont bien connus. Propagande commune des communistes français et allemands parmi les troupes d'occupation de la Ruhr. Fraternalisation des soldats de l'impérialisme et du prolétariat des cités brimées. Edition de tracts en langages indigènes pour les troupes noires et les Algériens. Succès de l'Humanité des soldats. Inquiétudes du haut commandement qui voit ses troupes « démoralisées » par le bolchévisme. Collaboration fébrile et brutale de la police allemande et de la Sûreté française. Cent trente arrestations de pauvres gens héroïques. Une instruction inquisitoriale. Wilhelm Mickleit, de Dusseldorf, plusieurs fois assommé par les gendarmes jusqu'à la perte de connaissance. Hermann Achterberg, de Rothausen, ligotté par des policiers français qui martèlent de sa tête le carrelage jusqu'au moment où il « avoue ». Olbrich, secrétaire de la Jeunesse Communiste de Katernberg, battu à coups de nerf de bœuf. Stephan Benkovitch, tellement assommé qu'il en devient sourd pour plusieurs jours, privé ensuite de nourriture et de boisson. Une jeune fille de Gelsenkirchen, Erna Kleiberg, — 18 ans, — tirée toutes les nuits de sa cellule pour être brutalisée par des retrés... (Comme on comprend, à la lumière de cette instruction militaire conduite en pays rhénan, l'assassinat de Jeanne Labourbe à Odessa, en 1919, par des officiers exactement pareils à ceux du conseil de guerre de Mayence !) Henry Lozeray, interrogé, pendant de longues heures, par un inspecteur Joulin qui, toutes les dix minutes, fait ponctuer ses questions de coups de poing au ventre... — A la prison, cinquante jours de secret, sans promenades. Un mépris complet de ces conventions légales qu'on appelle les droits de la défense. Trente non-heures pourtant pour trente prolétaires qu'on a gardés sous les verrous pendant six mois. Et le procès de Mayence, brusqué, précipité, au lendemain des élections, tandis que s'en vont MM. Poincaré et Millerand et que s'ouvre l'ère du Bloc des Gauches...

## Ce qu'il y a de nouveau et de grand dans la campagne communiste de la Ruhr

Au procès (3-6 juin), cinquante-huit accusés. Cinquante-huit hommes — combien différents et cependant pareils ! — venant de la même prison.

Des soldats, sous-officiers, fantassins des 8<sup>e</sup>, 94<sup>e</sup> et 150<sup>e</sup> régiments d'infanterie, des chasseurs, des canonniers, un Arabe, des ouvriers allemands de tous les coins des pays occupés, des vétérans de travail et des adolescents, des Autrichiens et des Serbes, des jeunes filles, des femmes, une mère de six enfants. Je ne veux pas récapituler les incidents de ce procès d'une iniquité vraiment parfaite. Parmi toutes les machines à broyer les révoltes inventées par la classe bourgeoise, le conseil de guerre est la plus expéditive. C'est pour de bonnes raisons que chaque livret militaire contient ses quinze ou vingt menaces de mort. « Vous n'êtes pas des juges, crieait le rapporteur Rolland au conseil, vous êtes des officiers ! » Ils le savaient bien. La défense s'en alla. Les cinquante-huit accusés s'enfermèrent dans un hautain silence — dans lequel on entendit seulement résonner les mots magnifiques du sous-officier Hardoun : « Je suis ouvrier avant d'être sous-officier. » Verdict : cent vingt-trois ans de prison. Ayant l'arrêt, l'ouvrier Seelbach, d'Essen, tuberculeux, était mort dans sa cellule.

Des condamnés de Mayence, l'amnistie a libéré les Français. Vingt-cinq Allemands vont comparaître, ces jours-ci, à Wiesbaden, devant un nouveau conseil de guerre. Il faut penser à ces vingt-cinq-là.

La portée du procès de Mayence dépasse de très loin son importance en quelque sorte « matérielle ». Pour la première fois dans l'histoire politique de l'Europe, on a vu, dans la Ruhr, grâce aux Jeunesses Communistes française et allemande, fraterniser l'occupant et le vaincu, le soldat et l'ouvrier, conscients d'appartenir à la même classe, dressés, malgré le code militaire, l'uniforme, la discipline mortelle, les nationalismes, contre l'ennemi commun : l'autre classe... C'était le résultat d'une action internationalement concertée. On l'avait étudiée à Moscou, à Paris, à Berlin, à Francfort. L'œuvre méthodique du parti prolétarien international y apparaissait, vivifiant et stimulant les sentiments d'une foule des soldats et d'un peuple d'ouvriers. Cette action heurtait de front, dans deux pays, la volonté de l'Etat et le courant le plus puissant de l'opinion publique façonnée par la presse capitaliste : en France, la rancune patriotique, l'orgueil de la victoire, la sottise intéressée des classes moyennes (« le Boche doit payer ») ; en Allemagne, le sentiment national exploité par les adversaires rhénans du Comité des Forges.

Cette action exigeait une vaste organisation utilisant avec discipline et intelligence des centaines, voire des milliers de dévouements. Il fallait à chaque heure surmonter la défiance naturelle du Français et de l'Allemand, pallier dans une collaboration de tous les instants à l'ignorance réciproque des langues, et donner la brochure, afficher la nuit les placards, cacher l'homme de liaison, mettre en présence le soir, dans le mystère et le danger, le métallurgiste d'Essen et son frère de Saint-Etienne — mais celui-ci vêtu de bleu horizon — pour qu'ils puissent se serrer la main. Cette action s'accomplissait pendant des mois, plus vaste chaque jour, tandis que furetaient, espionnaient, assassinaient deux polices bourgeoises formellement ennemies, liées en réalité par la collaboration de deux volontés gouvernementales également réactionnaires.

## L'armée de la France impérialiste a déjà une tradition révolutionnaire

C'était une action essentiellement communiste. Je le souligne pour noter la carence, en France comme en Allemagne, des « révolutionnaires » inoffensifs dont la verve critique s'exerce contre notre parti. Ni les syndicalistes, ni les anarchistes n'ont eu la moindre part à la campagne internationaliste de la Ruhr, unique action efficacement révolutionnaire de l'« année de la Ruhr ». On parierait même qu'ils ne l'ont apprise que par les journaux ! Or, quoique elle ne fût qu'une modeste préparation, cette campagne pouvait devenir le point de départ d'un effort prolétarien vraiment grandiose.

L'Allemagne était sur le seuil de la révolution. Nous y attendions, à l'heure de la Conférence de Chemnitz, l'ordre de la grève générale, le signe de l'insurrection. En quelques heures, l'Europe Centrale pouvait s'embraser d'un inextinguible incendie. Il fallait que l'armée d'occupation de la Ruhr fût préparée à remplir en ce cas son devoir, son devoir international d'armée composée d'ouvriers et de paysans. Il fallait qu'elle fût prête à fraterniser, malgré les cours martiales, avec l'armée rouge des mineurs et des métallurgistes de Rhénanie qui se formait silencieusement. Les condamnés de Mayence attestent que le possible était fait. Des deux côtés d'une

frontière, arrosée il y a si peu d'années du sang de quatre millions d'hommes, le parti du prolétariat avait fait son devoir. Et c'est la première fois qu'un tel exemple est donné. La date ne s'en effacera plus.

Du côté français, Mayence a aussi une autre signification non moins profonde. *Aucune révolution ne peut s'accomplir sans la défection de l'armée.* Aucune armée bourgeoise ne peut aller au devant d'une révolution ouvrière sans avoir en elle une *tradition de révolte*, d'héroïsme, aiguillonnant sa conscience de classe. L'armée de la III<sup>e</sup> République a derrière elle un sinistre passé. Elle est née à Versailles, dans la défaite, pour massacrer des communards. Elle a tiré sur des grévistes à Fourmies et à Villeneuve-Saint-Georges. Ses mains calleuses ont donné à l'impérialisme d'effroyables victoires. A ce passé accablant, voici que s'oppose une tradition révolutionnaire naissante, mais déjà belle. Il y avait les marins de la Mer Noire et l'équipe communiste de la mission militaire française en Russie avec Sadoul et Pascal ; il y a maintenant ceux de Mayence. L'histoire leur donnera à tous pour précurseurs les mutins du 17<sup>e</sup> qui, en 1909, refusaient de tirer sur des travailleurs. — L'impérialisme français a, dans l'Ancien Monde, l'armée de terre la plus redoutable. Mais cette armée, un mal mortel la ronge à l'intérieur : l'idée de la révolution a déjà place dans son âme.

R. ALBERT.

## Lénine, membre du Parti Communiste Russe

La direction du cercle du P.C.R. de sa-Mockba-retsche décida, ces derniers jours, de remettre, à l'Institut Lénine, les documents qu'elle possédait.

Deux de ces documents présentent un très grand intérêt ; ce sont les questionnaires détaillés que Lénine a remplis de sa propre main. L'un en 1920 et l'autre en 1922. Nous pouvons grouper questions et réponses de la manière suivante :

### Origine de Lénine

Prénoms, nom, nom paternel, âge, lieu de naissance, profession du père, etc...

Wladimir Iljitsch Uljanow, 50 ans (ce questionnaire a été rempli le 17 septembre 1920), né à Simbirsk, instituteur, etc...

### Culture et formation intellectuelle

8 ans au lycée, en 1891, promu docteur en droit à la suite d'études personnelles.

Très caractéristique est la réponse de Lénine à la question qui a trait aux langues vivantes qu'il lit, cause et écrit ; en dehors de la langue russe : « française, allemande, anglaise, toutes les trois mal » ; dans le deuxième questionnaire à la même question Lénine répond : « Je ne connais parfaitement aucune langue étrangère », alors que dans les différents congrès internationaux il faisait ses rapports dans les principales langues. C'est une preuve de l'incroyable modestie du grand Iljitch.

Ensuite vient cette question : « Qu'avez-vous lu des œuvres de Marx, Engels, Kautsky, Plekhanov et Lénine ? » Iljitch a souligné avec deux traits les noms de ces auteurs à l'exception du sien et a répondu : « Presque toutes les œuvres » ; mais

en même temps il ajouta, mis entre parenthèses : « des auteurs soulignés ».

Les questions et les réponses qui suivent sont aussi quelque peu amusantes :

« Sur quels thèmes aimez-vous parler aux ouvriers, aux paysans et faire des conférences ? »

— Réponse : De préférence sur des sujets politiques. « Ecrivez-vous des articles dans les journaux ? » — Réponse : Rarement sur des sujets politiques.

« Avez-vous écrit des tracts, des appels ? » — Oui, passablement, il me serait difficile d'en donner le nombre.

« Quels journaux, quelles publications avez-vous lus, pendant l'année 1921, régulièrement ou occasionnellement ? » (question du 2<sup>e</sup> formulaire). — « Aucune lecture régulière », répondit Lénine.

Nous voyons qu'à cette époque, pourtant assez calme, le temps manquait au chef du prolétariat mondial pour lire des journaux.

### Prison, bannissement, émigration et blessure de Lénine

Grâce à cette série de questions, nous connaissons les principaux événements de la vie privée d'Iljitch, aussi bien que l'histoire du P.C.R.

« Au paragraphe 29 du premier questionnaire ainsi conçu : « Avez-vous été poursuivi pour délits politiques ; où, et quelles furent les punitions ? »

Réponse : « Au milieu de 1887 (quelques jours), au milieu de 1895 jusqu'en 1897 (14 mois), bannissement de trois ans en Sibérie, en 1900 (quelques jours). »

« Etes-vous allé à l'étranger ? quand et où ? »  
Réponse : En 1895, de 1900 à 1905, de 1907 à 1917 (Suisse, France, Angleterre, Allemagne, Hollande).

A la question qui a trait à sa formation militaire et à son travail aux armées, le général organisateur du soulèvement armé répondit brièvement : « Non ». De même, bien que la question soit posée, Lénine ne mentionne pas qu'il a été blessé par un social-démocrate traître, ce triste fait ne lui semblant avoir aucun intérêt politique général.

#### Ilijtsch et la Révolution

Les questions suivantes et les réponses données par Lénine sont pour l'historien une source de renseignements précieux :

« Avez-vous pris part au mouvement des Etudiants ? » — Oui, en 1887.

« Avez-vous travaillé dans les milieux clandestins ? » — Oui, beaucoup.

« Quelle a été votre participation à la Révolution de février ? » — Rien en dehors du travail général du Parti.

Est-ce que cela ne suffit pas ? Mais plus remarquable encore est la réponse à la question qui a trait à la part qu'il prit à la Révolution d'octobre : « Membre du Comité Central ». Quand un bolchevki parle, point de mots inutiles ; cette réponse doit suffire au Parti. Nous savons ce qu'un membre du C.C. a fait, fait et fera et pour tant le questionnaire était destiné au C.R.

#### Histoire du P. C. R.

Ces documents sont particulièrement importants.

« Etes-vous entré au P. C. R. pendant la semaine du Parti ? » — Non, répondit tranquillement Lénine.

« De quelle cellule êtes-vous membre ? » — Kremlin sous cercle.

« Participation à d'autres partis ? » — Aucune.

« Depuis quand êtes-vous organisé politiquement ? » — Depuis la fondation du P. C. R. et même avant (1893), répondit le fondateur du Parti.

Partout où les questions, directement ou indirectement, avaient trait à sa profession et à la manière dont il gagnait sa vie, Lénine répondit avec une prédilection particulière : « Ecrivain, j'ai vécu de travaux littéraires », évitant autant que possible de citer son titre de président du Conseil des Commissaires du peuple. C'est là également qu'est son mot célèbre dans l'histoire du bolchevisme : « Révolutionnaire de profession ».

« Avez-vous été traduit devant la juridiction du Parti ? Pourquoi ? » — Oui, par les mencheviks, pendant la scission.

Et combien puissants sont les derniers mots du questionnaire : « Quels documents, quelles attestations avez-vous, qui pourraient prouver votre participation au travail illégal du Parti ? » — C'est l'histoire du Parti même qui répond : Toute l'histoire du Parti bolchevique atteste de son travail et constitue son titre de gloire.

I. LASJAN.

## Le pacifisme anglais et l'aversion des Anglais pour la théorie

*Cet article inédit de Lénine, publié tout récemment par la Pravda, semble avoir été écrit en mai-juin 1915. Le propre des penseurs les plus grands est de discerner sous les apparences quotidiennes les réalités durables. Depuis que ces lignes ont été écrites, la guerre a pris fin, des années de paix se sont succédées, le socialisme anglais est arrivé au pouvoir. Mais le jugement que portait Lénine — après Engels — sur les socialistes anglais n'en acquiert que plus de relief, plus de justesse. Ramsay Mac-Donald agit dans l'esprit même de ce social-patriotisme impérialiste que Lénine analysait chez Blatchford. Les dépêches des derniers jours nous montrent le gouvernement travailliste défendant au Mexique (pétrole !) la dignité britannique offensée, faisant bombarder des villages de la Mésopotamie « indépendante » (pétrole !), fomentant une guerre intestinale en Afghanistan, disputant à l'Egypte « indépendante » le Soudan, imposant à l'Allemagne le plan Dawes. Le tout au nom de la paix... N'y a-t-il pas lieu de paraphraser le mot de Mme Roland : « O paix, que de crimes on commet en ton nom ! »*

LA RED.

La liberté politique a été jusqu'à présent plus large en Angleterre que dans tout autre pays de l'Europe. La bourgeoisie anglaise est la plus accoutumée à diriger et la plus expérimentée. Les rapports entre les classes sont plus développés et à bien des égards plus nets en Grande-Bretagne que dans d'autres États. L'inexistence du service militaire obligatoire donne plus de liberté au peuple en ce sens que chaque citoyen a la faculté de ne pas être soldat ; aussi le gouvernement —

et le gouvernement anglais est au sens littéral du mot un Conseil d'administration des affaires de la bourgeoisie — doit-il s'efforcer de susciter pour la guerre l'enthousiasme populaire, ce qui lui serait impossible, sans une violation profonde des lois, si la masse prolétarienne n'était pas complètement désorganisée et démoralisée par le passage de la minorité ouvrière la plus qualifiée, la mieux organisée, à la politique libérale, c'est-à-dire bourgeoise. Les Trade-Unions anglaises embrassent environ un cinquième des salariés. Les chefs de ces Trade-Unions sont pour la plupart des libéraux que Marx qualifiait, il y a longtemps, d'agents de la bourgeoisie.

Ces particularités de la situation anglaise nous permettent de comprendre, d'une part, la nature du social-chauvinisme actuel et, de l'autre — car sa nature est la même dans les pays d'autocratie et de démocratie, dans les pays militaristes et dans ceux qui ignorent la conscription — d'apprécier d'après les faits la portée de cette tendance à l'accord avec le social-chauvinisme qui s'exprime, par exemple, dans l'approbation du mot d'ordre de la « paix ».

La forme la plus achevée de l'opportunisme dans la politique ouvrière libérale, nous la trouvons, sans nul doute, dans la société fabienne (Fabian Society). Que le lecteur jette un coup d'œil dans la correspondance de Marx et d'Engels avec Sorge. Il y trouvera une brillante caractéristique de la Société Fabienne par Engels qui traite Sydney

Webb et ses amis d'aventuriers bourgeois désireux de démoraliser les ouvriers et de les influencer dans un esprit contre-révolutionnaire. On jurerait que pas un leader, tant soit peu influent et responsable de la II<sup>e</sup> Internationale, n'a tenté de démentir cette appréciation d'Engels ni même de mettre en doute sa justesse.

Comparez maintenant les faits. Ecartez pour un moment la théorie. Vous verrez que l'attitude des fabiens pendant la guerre (voir l'hebdomadaire *The New Statesman*) et de la social-démocratie allemande, y compris Kautsky, est absolument identique. Même défense directe et indirecte du social-chauvinisme ; même penchant à une phraseologie douceâtre, humanitaire, à peu près « gauche », sur la paix, le désarmement, etc.

C'est un fait. Et ce qu'il faut en déduire, aussi déplaisant que ce soit à quelques personnes, c'est que les chefs de la social-démocratie allemande, y compris Kautsky, sont des agents de la bourgeoisie, tout comme les fabiens jugés par Engels. La non-reconnaissance du marxisme par les fabiens et la « reconnaissance » du marxisme par Kautsky et Cie ne changent rien, montrant seulement ce que le marxisme peut devenir chez certains écrivains et politiques. Leur hypocrisie n'est pas une tare personnelle. Ils peuvent être, dans certains cas, d'excellents pères de famille. Leur hypocrisie est le résultat d'une situation sociale objectivement fautive dans laquelle ces prétendus représentants du prolétariat sont en réalité les conducteurs de l'influence bourgeoise, chauvine, dans le prolétariat.

Les fabiens sont plus honnêtes que Kautsky et ses amis, car ils n'avaient pas promis de servir la Révolution. Politiquement, les uns et les autres sont identiques.

L'antiquité de la liberté politique en Angleterre, le degré du développement de la vie politique et de la bourgeoisie en particulier ont pour conséquence que les nuances mêmes de l'opinion bourgeoise trouvent facilement, aisément, librement, leur expression dans de nouveaux groupements politiques. *L'Union du Contrôle Démocratique* est l'un de ceux-ci. Elle a pour secrétaire et trésorier M. E. D. Morel, un collaborateur de l'organe central du Parti Ouvrier Indépendant, *Labour Leader*. Ce monsieur fut pendant plusieurs années candidat libéral à Birkenhead. Quand, peu après la déclaration de guerre, il se prononça contre la Russie, le Comité de l'Association Libérale de Birkenhead l'informa par lettre du 2 octobre 1914 que sa candidature n'était plus admissible pour le Parti libéral. C'était une exclusion. Morel répondit le 14 octobre par une lettre, plus tard éditée en brochure sous le titre : *Comment éclata la Guerre* (*The outbreak of the War*). Dans cette brochure, ainsi que dans d'autres articles, Morel dénonce son gouvernement, démontre qu'il est faux de dire que la guerre a pour but la destruction de l'impérialisme prussien. Morel défend le programme de l'Union du Contrôle Démocratique : Paix, désarmement, plébiscite (les nationalités devant disposer librement d'elles-mêmes) et Contrôle démocratique de la politique étrangère.

On voit de ce qui précède que M. Morel mérite personnellement, par son attachement sincère à la démocratie, par sa rupture avec le chauvinisme bourgeois et son action de pacifiste bourgeois une certaine reconnaissance. Quand il démontre, faits à l'appui, que son gouvernement a trompé le peuple en niant l'existence des traités secrets, alors qu'il y avait des traités secrets ; que, dès 1887, la bourgeoisie anglaise se rendait

compte de l'inévitabilité de la violation de la neutralité belge en cas de guerre franco-allemande et repoussait énergiquement toute idée d'intervention (l'Allemagne n'étant pas encore un concurrent commercial bien dangereux) ; que des militaires français, tels que le colonel Bucher, ont pendant des années préconisé ouvertement la guerre offensive de la France et de la Russie contre l'Allemagne ; que le colonel Repington, une des sommités militaires anglaises, reconnaissait en 1911 dans les armements russes, développés depuis 1905, une menace dirigée contre l'Allemagne ; quand Morel démontre tout ceci, nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître que nous sommes en présence d'un homme exceptionnellement honnête et courageux, d'un bourgeois qui ne craint pas de rompre avec son parti.

Mais on conviendra que c'est quand même un bourgeois dont les phrases sur la paix et le désarmement restent des phrases creuses, car il ne peut être question d'aucune paix démocratique, d'aucun désarmement, sans action révolutionnaire du prolétariat. Et Morel, tout en se séparant des libéraux à l'occasion de la guerre actuelle, reste un libéral en regard de toutes les autres questions économiques. Pourquoi donc, quand les mêmes phrases bourgeoises sur la paix et le désarmement sont en Allemagne présentées par Kautsky sous l'étiquette marxiste, fait-on, à Kautsky, de ce camoufflage, un mérite au lieu de blâmer son hypocrisie ? Seul, le défaut d'un développement des relations politiques et le défaut de liberté politique entrave en Allemagne la formation d'une ligue bourgeoise de la paix et du désarmement acceptant le programme de Kautsky.

Inclinons-nous devant la vérité. L'attitude de Kautsky est celle d'un bourgeois pacifiste et non d'un social-démocrate révolutionnaire. Les événements que nous vivons sont assez grands pour qu'on ait le courage de dire la vérité sans égard aux personnes.

Dans leur aversion pour les théories abstraites, dans leur orgueil d'être pratiques, les Anglais posent souvent plus clairement les questions politiques, aidant ainsi les socialistes des autres pays à découvrir sous un verbalisme varié (et même marxiste) la réalité. A cet égard, la brochure éditée avant la guerre par *The Clarion*, organe chauvin, sur le *Socialisme et la Guerre*, est édifiante. Elle contient un manifeste contre la guerre du socialiste américain Upton Sinclair et la réponse de Robert Blatchford qui se place au point de vue impérialiste de Hyndmans.

Sinclair est un socialiste de sentiment, sans instruction théorique. Il pose la question en toute simplicité, s'indigne de voir venir la guerre, cherche le salut dans le socialisme.

« On nous dit, écrit-il, que le mouvement socialiste est encore trop faible, que nous devons attendre l'évolution. Mais l'évolution s'accomplit dans le cœur des hommes. Nous sommes un instrument de l'évolution et si nous n'agissons pas, il n'y aura pas d'évolution. On nous dit que notre mouvement contre la guerre sera brisé ; mais, j'en suis profondément convaincu, la répression d'un mouvement d'indignation contre la guerre, inspiré par les mobiles humanitaires les plus nobles, serait déjà la plus grande victoire du socialisme, réveillerait la conscience de la civilisation, tirerait de leur torpeur, comme jamais ne le fit encore aucun événement de l'histoire, les ouvriers du monde entier. Ne soyons pas trop inquiets du sort de notre mouvement, n'accordons pas trop d'importance au nombre et aux apparences exté-

rieures de la force. Mille hommes résolus et pénétrés d'une foi ardente sont plus forts qu'un million de citoyens prudents et respectables. Et il n'y a pas de plus grand danger pour le mouvement socialiste que celui de devenir une institution figée. »

On le voit, c'est un avertissement ingénu, théoriquement insuffisant, mais profondément juste contre l'émasculature du socialisme. Et c'est un appel à l'action révolutionnaire.

Qu'y répond Blatchford ?

« Que la guerre soit provoquée par les intérêts militaristes et capitalistes, dit-il, c'est vrai. Il n'aspire pas moins que tout autre socialiste à la paix et à la substitution du socialisme au capitalisme. Mais « les belles phrases et les fleurs de rhétorique » de Sinclair ne le convaincront pas, n'écarteront pas les faits. « Les faits sont têtus et le péril allemand est un fait, ami Sinclair. » Ni les socialistes anglais, ni les socialistes allemands ne peuvent empêcher la guerre. Sinclair exagère à l'excès nos forces. — Nous ne sommes pas unis, nous n'avons pas d'argent, pas d'armes, « pas de discipline ». Il ne nous reste qu'à aider le gouvernement anglais à augmenter sa flotte, car il n'y a pas, et il ne peut y avoir d'autres garanties de paix... »

Ni avant la guerre, ni pendant la guerre, les chauvins n'ont tenu sur le continent un langage aussi franc. En Allemagne, ce n'est pas la franchise, c'est l'hypocrisie de Kautsky et le jeu des sophismes qui règnent. Chez Plékhanov aussi. C'est justement pourquoi il est intéressant d'observer ce qui se passe au pays le plus avancé. Ici, l'art des sophistes et les caricatures de marxisme ne tromperaient plus personne. Les problèmes sont posés nettement, franchement... Allons à l'école des Anglais avancés !

L'appel de Sinclair est naïf, quoique profondément juste.

Naïf, car il part de l'ignorance d'un demi-siècle

de développement du socialisme des masses, de la lutte des tendances au sein du socialisme, des conditions de développement de l'action révolutionnaire en cas de situation révolutionnaire objective et lorsqu'il y a des organisations révolutionnaires. Le sentiment ne peut y suppléer. La rhétorique ne peut pas tourner l'âpre lutte sans merci des tendances opportuniste et révolutionnaire du socialisme.

Blatchford y va carrément et nous livre l'argument suprême des Kautskiens effrayés à l'idée de dire la vérité. Nous sommes encore faibles, voilà tout, dit-il. Mais cette rectitude dans l'expression de la pensée met immédiatement à nu l'opportunisme et le chauvinisme. On voit tout de suite en Blatchford le serviteur de la bourgeoisie et des opportunistes. En reconnaissant la « faiblesse » du socialisme, il l'affaiblit encore par sa prédication d'une politique bourgeoise antisocialiste.

De même que Sinclair, mais en sens inverse, comme un lâche et non comme un combattant, comme un traître et non comme un téméraire, Blatchford ignore dans quelles conditions se créent les situations révolutionnaires.

Mais ses conclusions pratiques et sa politique (renoncement à l'action révolutionnaire, comme à la propagande et à la préparation de celle-ci) mettent Blatchford, chauvin vulgaire, pleinement d'accord avec Plékhanov et Kautsky.

La parole marxiste est devenue de nos jours un reniement complet du marxisme. Pour être marxiste, il faut dénoncer « l'hypocrisie marxiste » des chefs de la II<sup>e</sup> Internationale, il faut considérer sans crainte le duel des deux tendances du socialisme. Il faut en scruter à fond les problèmes. Telle est la conclusion qui se dégage de l'examen de la situation en Angleterre où nous voyons la réalité marxiste sans phrases marxistes.

N. LENINE.

## LA RUSSIE DES SOVIETS

### Le point de vue soviétiste sur le traité anglo-russe

*La Pravda de Moscou écrit :*

Notre traité avec l'Angleterre — un coup droit porté à la politique de lord Curzon — situe sur un terrain ferme nos relations avec le plus grand pays capitaliste de l'Europe et élargit considérablement notre champ d'action économique sur le marché mondial. Nous avons déjà réussi auparavant à rompre par des accords avec l'Allemagne et l'Italie le blocus économique que le capitalisme mondial pensait nous imposer.

Dès avant la guerre la Russie était, par rapport aux grands pays capitalistes, assez arriérée. La guerre impérialiste la mit dans la dépendance complète des alliés ; l'intervention militaire contre la révolution d'octobre y augmenta la ruine de la production. Il est vrai que les travailleurs de l'Union Soviétique ont su, sans le moindre concours étranger, commencer avec des succès remarquables le relèvement économique du pays. Mais le développement de ces succès dépend de l'afflux et de la régularité de l'afflux de nouvelles ressources sans lesquelles nous ne viendrions pas à bout de la ruine. Nous ne l'avons jamais ca-

ché. Du jour où les gouvernements bourgeois, défrancés sur le compte des généraux blancs, ont renoncé aux hostilités ouvertes contre l'Union Soviétique, nous n'avons cessé de dire, et nous continuons à le dire, que l'aide technique des pays de l'Europe les plus avancés pourrait hâter et affermir notre relèvement.

C'est de ce point de vue qu'il importe d'apprécier l'intervention chez nous d'une technique supérieure et l'établissement de relations économiques stables avec les pays capitalistes. L'outillage de nos usines a vieilli. Diverses matières premières nous font défaut. Nous ne faisons que commencer l'organisation de plusieurs industries nouvelles. Nous sommes donc tenus d'acheter des machines, diverses matières premières et des articles dégrossis aux pays capitalistes. Aussi notre accord avec l'Angleterre peut-il affermir sérieusement notre situation. Tant que nous serons entourés d'Etats capitalistes, tant que la dictature du prolétariat ne sera pas instaurée en Europe, nous serons dans la nécessité de conclure des accords avec les pays capitalistes.

Le traité conclu avec l'Angleterre prévoit qu'un emprunt et des crédits seront accordés à la Russie. Seule cette possibilité de procurer à notre produc-

tion de nouvelles ressources justifie pour nous l'obligation que nous avons assumée de payer à de certaines conditions une partie des anciennes dettes de la Russie et de conclure un arrangement avec les sujets anglais expropriés par la révolution. On sait que le gouvernement travailliste de M. Macdonald a défendu les prétentions rapaces de ces propriétaires avec un zèle bien conforme aux habitudes de la II<sup>e</sup> Internationale. Et si la rapacité des possédants n'a pas empêché l'accord anglo-russe de se réaliser, c'est seulement parce que la classe ouvrière anglaise a su agir sur ceux qui parlent en son nom.

Les ressources nouvelles que nous assure le traité seront employées à satisfaire les besoins de la production. Les Etats bourgeois emploient leurs emprunts à préparer la guerre ou à ouvrir aux exploiters de nouvelles sources de profit. Nous utiliserons nos emprunts à l'affermissement de notre production, au relèvement de notre agriculture. Il ne doit en résulter aucune charge nouvelle pour l'ouvrier et le paysan russe. L'amélioration de l'état de notre industrie et de notre agriculture doit couvrir l'emprunt.

Ce n'est qu'à cette condition, convaincu de ce que les avantages du traité pour nos finances et notre économie seront plus grands que les charges découlant de nos concessions, que l'Etat Soviétique est allé au devant d'un accord avec l'Angleterre. Les travailleurs russes ne doivent pas oublier que la pression de l'opinion publique ouvrière anglaise a seule empêché le traité de n'être pas déchiré au dernier moment. Nous comptons qu'à l'avenir, lorsque les signes algébriques se traduiront en chiffres précis exprimant les appétits des capitalistes anglais, le prolétariat britannique interviendra de nouveau pour faciliter le rapprochement des deux plus grands organismes économiques de l'Europe.

### La construction d'une importante voie ferrée

La construction de la première voie ferrée soviétique vient d'être achevée. Elle s'étend dans la région de Semiretchensk sur une longueur de 251 verstes (1 kil. 067).

Les travaux de construction ont duré 8 mois 1/2, c'est-à-dire deux mois de moins qu'il n'avait été prévu. Ils ont commencé au mois de novembre de l'année dernière et se sont poursuivis dans des conditions extrêmement difficiles, par suite de circonstances naturelles défavorables, comme le manque d'eau, etc. Néanmoins, la construction de la voie avançait à la vitesse de 25 verstes par mois, ce qui dépasse de trois fois la norme d'avant-guerre.

La nouvelle voie jouera un rôle immense dans la vie économique du Turkestan ; elle garantira l'approvisionnement rapide de cette province en blé de la région de Semiretchensk, ce qui permettra aux cultivateurs du Turkestan de se consacrer uniquement à la culture du coton.

Les statistiques ont établi que pour ensemençer 700.000 déciatines de coton, il faudrait importer dans le Turkestan 17 millions de pouds de blé par an. Les autorités soviétiques, en entreprenant le relèvement de la culture du coton au Turkestan, se trouvent donc en présence du problème de l'importation du blé venant du centre de l'Union. Ainsi, en 1923, il en a fallu exporter au Turkestan 2.500.000 pouds. Dans l'année courante, l'ensemencement en coton de 285.000 déciatines a néces-

sité l'approvisionnement des cultivateurs avec 8 millions de pouds de blé.

Pour relever la culture du coton jusqu'à son développement d'avant la Révolution, il faudrait transporter, dans le Turkestan, de 15 à 17 millions de pouds de blé par an.

La seule issue à cette situation difficile consistait dans la construction de la voie ferrée de Semiretchensk, reliant les régions cotonnières du Turkestan avec la province qui, au point de vue de la richesse en blé et en autres matières premières, a une importance particulière. Suivant les données statistiques, l'excédent du blé de cette région se montait avant la guerre, en moyenne, à 14 millions de pouds, et dans les années de bonne récolte (comme en 1913) il atteignait 18.000.000 de pouds.

La ligne Aulié-Ata-Pichpek — la première partie importante de la voie ferrée de Semiretchensk, permettra au blé de Semiretchensk de pénétrer dans les régions cotonnières, et à ses matières premières de pénétrer dans les centres industriels de l'Union soviétique.

Les régions cotonnières du Turkestan et de l'Asie centrale seront alors pourvues d'une quantité de blé qui leur permettra, non seulement de rétablir la culture du coton dans la proportion d'avant-guerre, mais de passer progressivement à une culture continue du coton qui peut, suivant les prévisions du professeur Rizenkampf, amener l'extension de la superficie d'ensemencement jusqu'à 1.500.000 déciatines avec une production de 82 millions de pouds.

La construction de la ligne Aulié-Ata-Pichpek est la première étape de cette victoire économique d'une extrême importance. On se propose de prolonger la voie ferrée jusqu'à la région chinoise Kouldji, très riche en blé et en houille, et de l'amener ainsi jusqu'au tronçon de la grandiose ligne mondiale projetée qui reliera Londres à Shanghai, en passant par l'U.R.S.S. et la Chine centrale.

### Nouvelles lignes téléphoniques

On a entrepris l'installation de la ligne téléphonique Rostov-sur-Don, Taganrog, Staline, Bakhmout, Kharkov. La longueur de la ligne est de 575 verstes. Elle sera ouverte au mois de novembre de cette année.

A été établie également la ligne téléphonique Marioupol-Bakhmout, dont le fonctionnement commencera le 1<sup>er</sup> septembre.

### Nouvelles stations de T.S.F.

Le Trust Panunioniste du faible courant a installé à Moscou, six nouvelles stations de T.S.F. commandées par le Commissariat des Voies et Communications pour le service des transports maritimes, fluviaux et ferroviaires. Les appareils destinés aux différentes stations seront expédiés à Kharkov, Féodosia, Viterga et quelques gares des chemins de fer du Midi.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur